



URBanisme Aménagement et Développement Durable

📍 Rue de Bezelles ZA de Roumagnac 81600 GAILLAC
☎ 05.63.41.18.43
sebastien.charruyer@urba2d.com

Département du Tarn

PETR des Hautes Terres d'Oc

DÉCLARATION DE PROJET N°1 EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU SCOT DES HAUTES TERRES D'OC AVEC LE PROJET " SIAT "

Procédure de déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du SCoT approuvée le :
18 mars 2024

Le Président : M. FABRE Jean Marie



2.bis RÉSUMÉ NON TECHNIQUE

1. PREAMBULE	2
2. PRESENTATION DU PROJET	3
2.1. LE CONTEXTE DU PROJET	3
2.2. LE DESCRIPTIF DU PROJET	4
2.3. LE PROCESS	7
2.4. ASPECTS REGLEMENTAIRES	8
3. LE CHOIX DU SITE DU PROJET	8
3.1. LE GISEMENT FORESTIER	8
3.2. LOCALISATION DU SITE	12
3.3. L'EMPRISE FONCIERE DU SITE	15
3.4. SOLUTIONS DE SUBSTITUTION	16
4. UN PROJET D'INTERET GENERAL	17
4.1. UN INTERET SOCIO-ECONOMIQUE	17
4.2. UN SITE SANS CONTRAINTES MAJEURES	20
4.3. UNE REDUCTION DES GAZ A EFFET DE SERRE	21
4.4. UNE PRODUCTION D'ENERGIE RENOUVELABLE	23
5. RESUME NON TECHNIQUE DE LA MISE EN COMPATIBILITÉ DU SCOT	24
1. ENJEUX NATURELS	24
5.1.1 Enjeux relatifs à la faune	24
5.1.2 Enjeux relatifs à la flore et aux habitats	25
2. EVOLUTION ET LES JUSTIFICATIONS DU DOO	26
3. ANALYSE LA COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS ET REGLES SUPERIEURES	30
4. ANALYSE L'INCIDENCE DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT.	30
5.4.1 Incidences sur le milieu physique	30
5.4.2 Incidences sur le milieu naturel	30
5.4.3 Incidences sur le milieu humain	31
5.4.4 Incidences sur le paysage	31
5. INCIDENCES NATURA 2000	31
• Rejet des eaux pluviales	33
• Les mesures prises dans le projet de PLUi mis en compatibilité	36
• Résultats	36
• Incidences potentielles sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire	37
• Incidences potentielles à court et long terme	37
• Mesures d'évitement et de réduction mises en œuvre	37
• Conclusion	37
6. INCIDENCES RESULTANT DES RISQUES NATURELS	39
7. INCIDENCES RESULTANT DES RISQUES TECHNOLOGIQUES	39
8. SOLUTIONS DE SUBSTITUTIONS ETUDIEES	40
9. MESURES D'EVITEMENT	41
10. MESURES DE REDUCTION ET DE COMPENSATION	44

1. PREAMBULE

Le Schéma de Cohérence Territorial des Hautes Terres d'Oc a été approuvé le 24/06/2019.

La procédure de déclaration de projet est mentionnée aux articles L.143-44 à L.143-50, L153-54 à L153-59 et L300-6 du code de l'urbanisme.

Cette procédure permet de déclarer d'intérêt général un projet et de mettre en compatibilité le document d'urbanisme de la commune concernée. Ainsi, l'Etat et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement au sens du présent livre ou de la réalisation d'un programme de construction. (...)

Le projet d'intérêt général est en particulier caractérisé par la création d'emploi et le développement de la filière bois (bois d'œuvre) et énergie (énergie renouvelable).

2. PRESENTATION DU PROJET

2.1. LE CONTEXTE DU PROJET

Le Groupe SIAT a pour projet d'agrandir son site de Saint Agnan au Bez (81). Une partie de l'extension porte sur des terrains classés actuellement en zone agricole (zone A) du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) SIDOBRE VAL D'AGOUT. Une procédure de déclaration de projet permet de mettre en compatibilité le PLUi et le SCOT sur les bases d'un projet d'intérêt général.

Le Groupe SIAT est un acteur de premier plan de la filière bois française. Ses cinq sites industriels répartis entre l'Alsace et le Tarn transforment des résineux en sciages, en produits rabotés, en électricité et en granulés de bois pour un chiffre d'affaires de 170 M€ et emploie 400 collaborateurs. L'entreprise est devenue un leader national sur les marchés français des bois de construction à destination du négoce de matériaux et de la grande surface de bricolage.

L'ensemble des produits entrant sur ses sites sont transformés sur place en sciages, granulés et / ou énergie. L'entreprise source la quasi-intégralité de sa matière en circuit court (rayon moyen d'approvisionnement < 100km) et vend ses produits finis dans un périmètre réduit afin de minimiser les coûts de transport et l'impact carbone. L'entreprise ne réalise pas de chiffre d'affaires à l'export.

Dans un contexte d'expansion forte pour soutenir la demande croissante de ses clients en bois de construction, le Groupe SIAT a fait l'acquisition fin 2020 de 2 sites industriels de première transformation des bois dans le Tarn (81) : les sites de Groupe SIAT dit Brassac (situé à Saint Agnan, juridiquement sur la commune du Bez) et de Groupe SIAT Labruguière.

Le site de Brassac est une scierie acquise en décembre 2020 auprès du tribunal du commerce de Castres, son précédent propriétaire, la société NEOFOR l'ayant placé en redressement judiciaire. Le Groupe SIAT entend faire de son site de Brassac un site modèle pour la filière bois Française et présente donc un plan d'investissement très ambitieux visant à sa reconstruction complète.

Le projet du Groupe SIAT est de faire évoluer le site et l'outil industriel existant à Brassac pour mieux servir les marchés du négoce et de la grande surface de bricolage du sud et de l'ouest de la France, dans un contexte où la RE2020 promeut et encourage l'utilisation du bois dans la construction, matériau bio-sourcé par nature, à la place de matériaux plus énergivores et moins isolants tels, le béton ou l'acier : utiliser 1m³ de bois à la place d'1m³ d'acier ou de béton permet une économie d'1 tonne eq CO².

Le site transformera la ressource locale, constituée de résineux d'essences et de propriétés diverses. Les bois rouges (douglas, pins), par exemple, sont majoritairement utilisés en aménagement extérieur (lames de terrasse, bardages, ...) tandis que les bois blancs (sapin, épicéa) sont principalement utilisés dans la construction de logements à ossature bois ou dans la réalisation de produits plus techniques (lamellé-collé).

Les produits destinés à l'aménagement extérieur ainsi que les produits techniques devant obligatoirement être séchés et majoritairement rabotés imposent des adaptations concernant l'outil industriel nécessaire pour les transformer.

L'évolution de l'outil industriel suivra les principes structurants suivants :

- Son dimensionnement sera strictement dicté par la ressource disponible localement (en quantité, en diamètre, en diversité d'essences, en qualité),
- 100% de la matière première sera valorisée sur le site, selon le principe d'économie circulaire démontré sur le site alsacien d'Urmatt,
- Le rendement matière de l'outil, c'est-à-dire la capacité de l'outil industriel à valoriser la plus grande partie de la ressource en bois d'œuvre, sera hissé au-delà des standards du marché afin d'optimiser les besoins en matière première.

Le maximum de flexibilité sera recherché pour répondre aux besoins spécifiques de chaque région, cette hétérogénéité étant une particularité du marché français.

2.2. LE DESCRIPTIF DU PROJET

Le projet se décompose en 2 parties :

- La première et deuxième transformation du bois

Le projet prévoit :

-La construction d'un parc à grumes, muni des dernières technologies de scanner à bois et d'intelligence artificielle, sera requis en amont du processus pour réceptionner la matière et optimiser les plans de coupe,

-La construction de deux unités de sciage dernier cri (petits et moyens diamètres, gros diamètres) en aval du parc à grumes permettra d'optimiser les ratios de production et de qualité. Ces unités seront dimensionnées (capacité, diamètre moyen, essences, etc.) en fonction de la ressource disponible du massif. Les outils d'optimisation seront développés sur la base des connaissances accumulées en Alsace dans ce domaine, qui sont à la pointe de l'innovation pour la valorisation des ressources bois locales. L'intégralité des bois issus de ces ateliers seront envoyés dans des séchoirs à bois,

-Une unité de triage et d'usinage des bois secs, pour optimiser la matière en sortie de séchoir, et usiner les produits pour les marchés de bois structure qui en manquent aujourd'hui,

-Des unités de refente du bois, pour permettre de compléter le portefeuille de produits et de proposer une gamme large et profonde en bois secs français aux négoce de matériaux (chevrons, liteaux de toiture, volige, etc.).

- La fourniture d'énergie

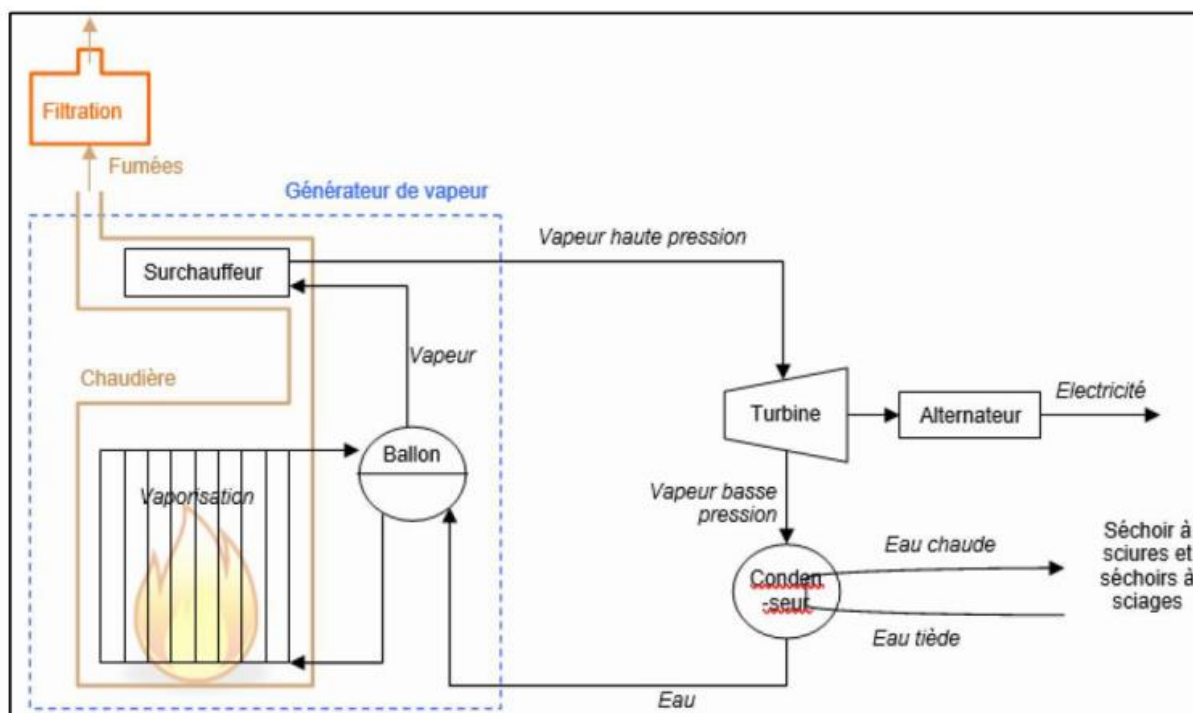
Le projet prévoit :

-La construction d'une unité de cogénération, pour permettre de mieux valoriser les produits connexes (notamment l'écorce) et d'améliorer le bilan carbone de l'unité. Cette unité permettra de générer de l'électricité à base de biomasse et d'alimenter en calorie les séchoirs, sciages et sciures et de deuxième transformation du site. L'électricité sera autoconsommée prioritairement, la part de production supplémentaire réinjectée sur le réseau.

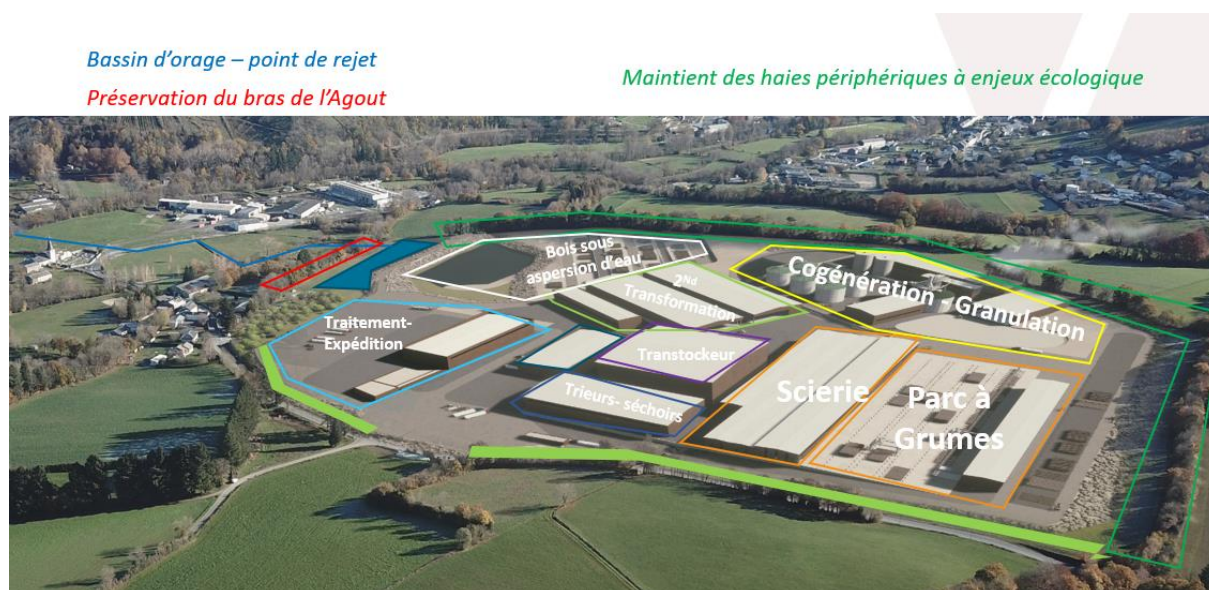
-Une usine utilisant les produits connexes de la scierie, qui sera associée à la cogénération et qui permettra de produire du granulé de bois et/ou des dés de palettes,

-Des séchoirs à bois, qui utiliseront la calorie rendue disponible et permettront de sécher les bois et de fabriquer de nouveaux produits plus techniques.

Un synoptique de la centrale de cogénération est présenté ci-dessous :



Le plan d'ensemble du projet est présenté ci-dessous (visuel avant-projet non définitif) :



Celui-ci présente une meilleure intégration paysagère que le projet initial qui couvrait la totalité de la zone d'étude. L'évaluation environnementale a conduit à réduire le périmètre du projet pour limiter les impacts.

Les surfaces des bâtiments (et leurs caractéristiques), des voiries et des zones enherbées du projet sont présentées dans le tableau suivant :

Caractéristiques des bâtiments												
Batiment/zone	Couvert (O/N)	Diametre (m)	Longueur (m)	Largeur (m)	Surface (m²)	Elevation (m)	Volume utile (m3)	Structure	Murs	Toiture	Isolation	Sol
Parc à grumes	OUI		150	20	3000	20		Métallique	Bac acier	Bac acier	Laine de roche	Béton
Scierie	OUI		200	25	5000	20		Métallique	Bac acier	Bac acier	Laine de roche	Béton
Trieur 1 Bois frais	OUI		200	12,5	2500	25		Métallique	Bac acier	Bac acier	Laine de roche	Béton
Trieur 2 Bois frais	OUI		200	12,5	2500	25		Métallique	Bac acier	Bac acier	Laine de roche	Béton
Cellules de sechage	OUI		45	8	360	14		Métallique	Bac acier	Bac acier	Laine de roche	Béton
Trieur Bois sec	OUI		150	15	2250	25		Métallique	Bac acier	Bac acier	Laine de roche	Béton
Transtockeur	OUI		80	80	6400	50		Métallique	Bac acier	Bac acier	Laine de roche	Béton
Raboterie	OUI		80	40	3200	20		Métallique	Bac acier	Bac acier	Laine de roche	Béton
Laterie	OUI		100	20	2000	20		Métallique	Bac acier	Bac acier	Laine de roche	Béton
Cogénération	OUI		150	25	3750	25		Métallique	Bac acier	Bac acier	Laine de roche	Béton
Zone préparation connexes	OUI		50	30	1500	25		Métallique	Bac acier	Bac acier	N/A	Béton
Stock rognures	OUI		60	40	2400	25		Métallique	Bac acier	Bac acier	N/A	Béton
Sécheur à bande	OUI		50	10	500	15		Métallique	Bac acier	Bac acier	Laine de roche	Béton
Silo sciure humide 1	OUI	22				25	3500	Métallique	Bac acier	Bac acier	N/A	Béton
Silo sciure humide 2	OUI	22				25	3500	Métallique	Bac acier	Bac acier	N/A	Béton
Silo sciure sèche 1	OUI	15				25	2500	Métallique	Bac acier	Bac acier	N/A	Béton
Silo sciure sèche 2	OUI	15				25	2500	Métallique	Bac acier	Bac acier	N/A	Béton
Silo pellets 1	OUI	25				25	6700	Métallique	Bac acier	Bac acier	N/A	Béton
Silo pellets 2	OUI	25				25	6700	Métallique	Bac acier	Bac acier	N/A	Béton
Silo pellets 3	OUI	25				25	6700	Métallique	Bac acier	Bac acier	N/A	Béton
Silo pellets 4	OUI	25				25	6700	Métallique	Bac acier	Bac acier	N/A	Béton
Silo pellets 5	OUI	25				25	6700	Métallique	Bac acier	Bac acier	N/A	Béton
Administratif	OUI		50	20	1000	20		Métallique	Bardage Bois	Bac acier	Laine de roche	Béton
Local maintenance	OUI		75	20	1500	25		Métallique	Bac acier	Bac acier	Laine de roche	Béton
Expédition-Traitement	OUI		100	32	3200	25		Métallique	Bac acier	Bac acier	Laine de roche	Béton
total bâtiments					41060							
Voies - Dalles extérieures	NON				234253							Béton/Enrobé
Espaces verts					26612							Enherbé-boisé
TOTAL					301925							

La surface des bâtiments représente 41060 m².

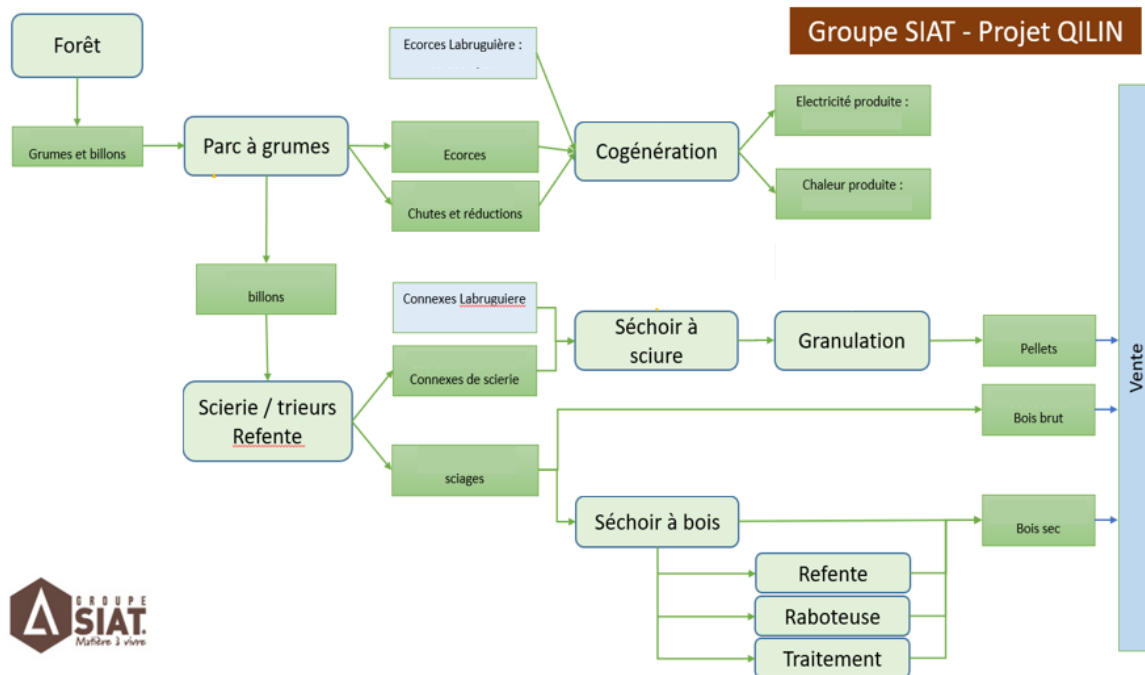
Les bâtiments administratifs seront recouverts en panneaux photovoltaïques soit une unité de 180 kWc.

2.3. LE PROCESS

Le projet prévoit deux activités distinctes :

- La première et deuxième transformation du bois,
- La production d'énergie (électricité et thermique) et la fabrication de granulés de bois.

Le process global du projet est présenté à la figure ci-dessous :



Le Groupe SIAT propose un schéma d'économie circulaire similaire à celui déployé en Alsace. Le site ne produira que des produits finis selon le modèle suivant :

- La grume de forêt est totalement utilisée sur site,
- L'écorce est utilisée comme combustible dans la chaudière de cogénération pour produire de l'énergie,
- Cette énergie est tout d'abord utilisée pour produire de l'électricité, valorisée au premier chef dans l'usine,
- L'énergie résiduelle est ensuite utilisée dans les différents process industriels : sécher les sciages, sécher la sciure...
- La sciure sèche est compressée pour produire du granulé de bois de qualité premium sur site (sans ruptures de charge),
- Le sciage sec est transformé dans les unités de deuxième transformation : produits rabotés, ossatures, bois de structure, etc.

Cette logique industrielle vertueuse permet de valoriser 100% de la matière première entrante.

2.4. ASPECTS REGLEMENTAIRES

Le projet est soumis à la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et à la Loi sur l'Eau.

La déclaration de projet est soumise à la Loi Montagne et à une évaluation environnementale.

3. LE CHOIX DU SITE DU PROJET

Le choix du site intègre le gisement forestier, l'accessibilité du site par rapport au gisement et la valorisation de l'unité existante (savoir-faire professionnel et main d'œuvre existante).

3.1. LE GISEMENT FORESTIER

Le dimensionnement de l'outil a été réalisé sur la base d'une étude approfondie des capacités du massif et de l'impact du projet sur la filière bois locale.

La consommation annuelle de bois rond du site de Brassac va ainsi être multipliée environ par 3,5. Il s'agit plus précisément d'une quantité de 550 000 m³ de bois ronds qui seraient transformés par an sur les deux sites du groupe SIAT de Labruguière et de Saint-Agnan une fois le projet réalisé.

À l'heure actuelle, les deux sites consomment environ 100 000 m³ de bois ronds (BO résineux) chacun par an. Le projet sur le site de Saint-Agnan prévoit donc une augmentation de la consommation en bois rond de 350 000m³/an.

Le plan d'approvisionnement dont la synthèse figure en annexe du rapport de présentation, se base sur les études de disponibilité de la ressource réalisées notamment par l'IGN, la DRAAF Occitanie, ou encore la Région Occitanie. Elles ont été complétées par les études de branches concernant l'exploitation et la transformation des bois en Occitanie. Ce plan d'approvisionnement a été jugé « Cohérent et faisable d'un point de vue technique » par l'institut technologique FCBA (pour information, le FCBA héberge le bureau de normalisation du bois et de l'ameublement. C'est ce bureau qui coordonne les travaux relatifs aux normes NF (nationale), CEN (européenne) et ISO (internationale).

De plus, le plan d'approvisionnement du groupe SIAT devra être validé par les services de l'Etat.

Ont notamment été analysés :

- Les récoltes actuelles en résineux bois d'œuvre en Région Occitanie et les prévisions de récolte jusqu'en 2030,
- Le marché actuel du bois rond et les effets de la revalorisation de la matière sur les flux quittant la Région Occitanie,
- L'augmentation de 200 à 300% de capacité de production du Groupe SIAT (Incluant les deux sites de Brassac et de Labruguière) et l'impact sur l'approvisionnement des autres scieries concurrentes.

Le rayon d'approvisionnement du site de Brassac est déterminé par les limites « coûts/capacité » de la logistique. Le rayon maximum d'approvisionnement est ainsi fixé à 3 heures de route autour de BRASSAC, permettant un trajet aller/retour dans la journée de travail d'un grumier.

Ce rayon d'action est schématisé sur la carte ci-dessous :



Cette limite positionne le rayon d'approvisionnement quasi intégralement en Région Occitanie. La part d'approvisionnement étant dépendante de l'éloignement, le rayon moyen d'approvisionnement est estimé à 1h15 de BRASSAC.

Le projet est situé au cœur du gisement forestier sur une unité pré existante.

Le volume annuel moyen de bois d'œuvre résineux récolté en Occitanie, toutes qualités, est de : 1 214 km³/an, calculé sur les 2 années les plus récentes (2018 et 2019). La valeur 2020 a été écartée en raison de la crise COVID et des mesures exceptionnelles prises lors du 1er confinement.

Années	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Total (milliers de m³ ou dam³)	1032	1098	1140	1292	1136	1014

L'étude IGN-FCBA sur les « Disponibilités en bois des forêts d'Occitanie à l'horizon 2036 » faite en 2016 et son actualisation en 2019, nous renseigne sur l'évolution de la disponibilité en bois d'œuvre résineux en Occitanie pour les périodes à venir 2026/2030 et 2031/2035.

Les prévisions de ressource disponible sont détaillées selon 2 scénarios différents de gestion forestière. Ces scénarios de gestion ont été définis en concertation avec la DRAAF, le CRPF et l'ONF :

- Le scénario tendanciel : pratiques de gestion sylvicole considérée comme actuelles. Ces pratiques sont maintenues durant toute la période de simulation. Les taux de prélèvement restent fixes durant toute la période. Avec une ressource globalement en augmentation et un scénario prélevant moins que l'accroissement.
- Le scénario Dynamique : Ce scénario vise à simuler l'impact sur la disponibilité en bois d'une dynamisation modérée et réaliste des pratiques sylvicoles. Dans l'ensemble cette dynamisation se traduit par la « mise sous gestion » de superficies supplémentaires.

		2016-2020	2021-2025	2026-2030	2031-2035
Scénario tendanciel	Étude 2016 (milliers de m³ ou dam³)	1086	1151	1218	1287
	Actualisation 2019 (milliers de m³ ou dam³)	1051			1251
Dynamique progressif	Étude 2016 (milliers de m³ ou dam³)	1100	1276	1456	1563
	Actualisation 2019 (milliers de m³ ou dam³)	1053			1513

		2016-2020	2021-2025	2026-2030	2031-2035
Scénario tendanciel	Variation vs. Actualisation 2019 (milliers de m³ ou dam³)		+100	+167	+236
					+200
Dynamique progressif			+223	+403	+510
					+460

Tableau 1 : scénario des prévisions de ressource (source : FCBA)

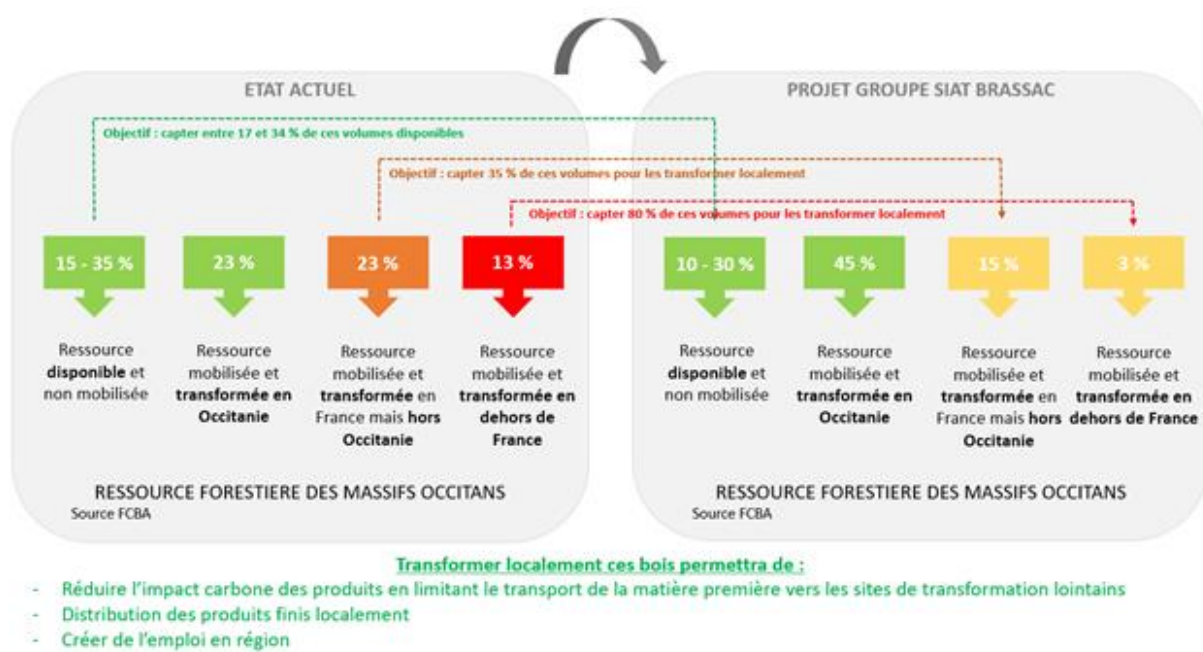
Ces 2 scénarios prévoient une augmentation de la disponibilité à venir en Occitanie :

- A partir de 2026 : Augmentation comprise entre +167 km³ et +403 km³/an selon le scénario.
- A partir de 2031 : Augmentation comprise entre +200 km³ et +460 km³/an selon le scénario.

Le scénario tendanciel à l'horizon 2030 couvre environ la moitié des besoins du projet et le scénario dynamique couvre plus que le besoin du projet.

Le projet contribuera à l'exploitation de la ressource à partir de 2027.

La ressource disponible est estimée par l'analyse des chiffres issus « des enquêtes de branche exploitation forestière »



Aujourd'hui une part considérable des volumes récoltés sont exportés hors d'Occitanie par manque de capacités de transformation sur le territoire. La hausse du prix de la matière permettra de relocaliser les volumes exportés.

Concernant l'alimentation de la chaudière pour la production d'énergie, celle-ci se fera selon les proportions suivantes :

- Majorité d'écorce issue de la transformation du bois résineux ;
- Part complémentaire de bois dit « Bois énergie » : bois non valorisable d'autre part issu de l'exploitation des parcelles destinées à l'approvisionnement en bois d'œuvre résineux des deux scieries SIAT de Brassac et de Labruguière (chutes non valorisables, bois présentant des déformations, des nœuds, bois dégradés par des attaques d'insectes non valorisables en bois d'œuvre).

Le projet répond ainsi in fine à une demande en bois très importante pour satisfaire les objectifs de changement des méthodes de construction, employant de plus en plus de matériaux biosourcés.

Une problématique pour les années à venir réside aussi dans le dépérissement des arbres qui meurent en forêt et qu'il faut exploiter (sécheresse, canicule, tempêtes, incendies et attaques de ravageurs). Si ceux-ci sont coupés suffisamment tôt, cela limite l'expansion des maladies et des nuisibles et cela permet de valoriser la ressource en bois d'œuvre avant un dépérissement trop avancé et limite grandement les pertes pour les exploitants forestiers. Les autres scieurs locaux ne peuvent actuellement pas exploiter l'intégralité de cette ressource qui devra être transformée rapidement afin de permettre sa valorisation car il est bien plus complexe, notamment en termes de logistique et de capacités de transformation, de couper et exploiter du bois déclassé. Cela prouve qu'il est nécessaire d'atteindre une certaine taille critique afin d'avoir un projet à la fois flexible et rentable.

Il faut souligner que les coupes de résineux en forêt ne sont pas arbitraires mais répondent à des plans simples de gestion (PSG) validés par le CRPF Occitanie (Centre Régional de la Propriété Forestière).

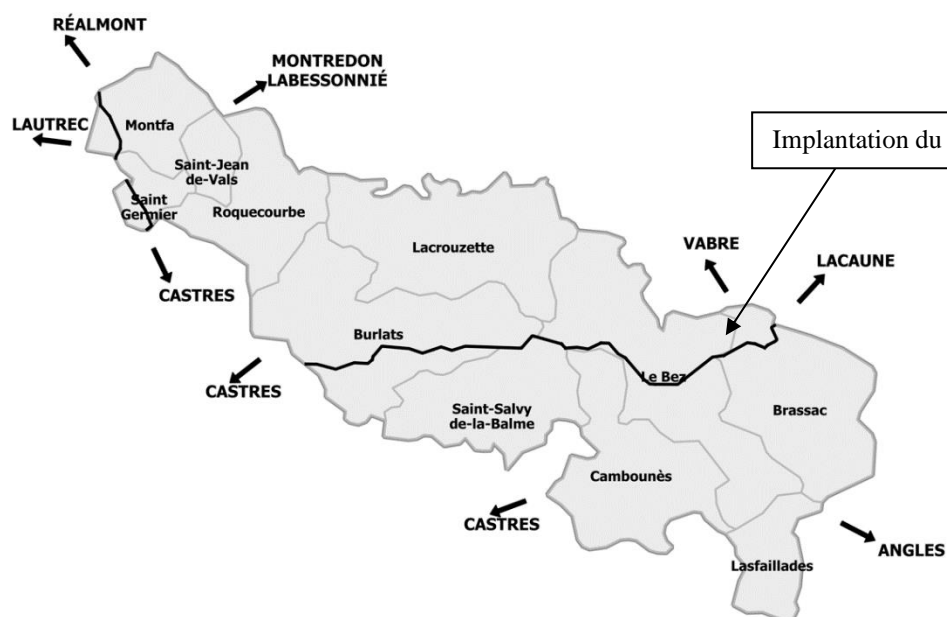
En cumulant tous les volumes disponibles y compris ceux qui partent hors Occitanie et en en déduisant le besoin supplémentaire généré par la mise en place du projet SIAT à Saint Agnan, il reste des volumes très conséquents disponibles (900 000 m³ en scénario tendanciel). Il est à noter qu'en captant 60%

des volumes qui quittent l'Occitanie cela est suffisant pour combler le besoin nécessaire à alimenter le projet NORE dans son intégralité.

3.2. LOCALISATION DU SITE

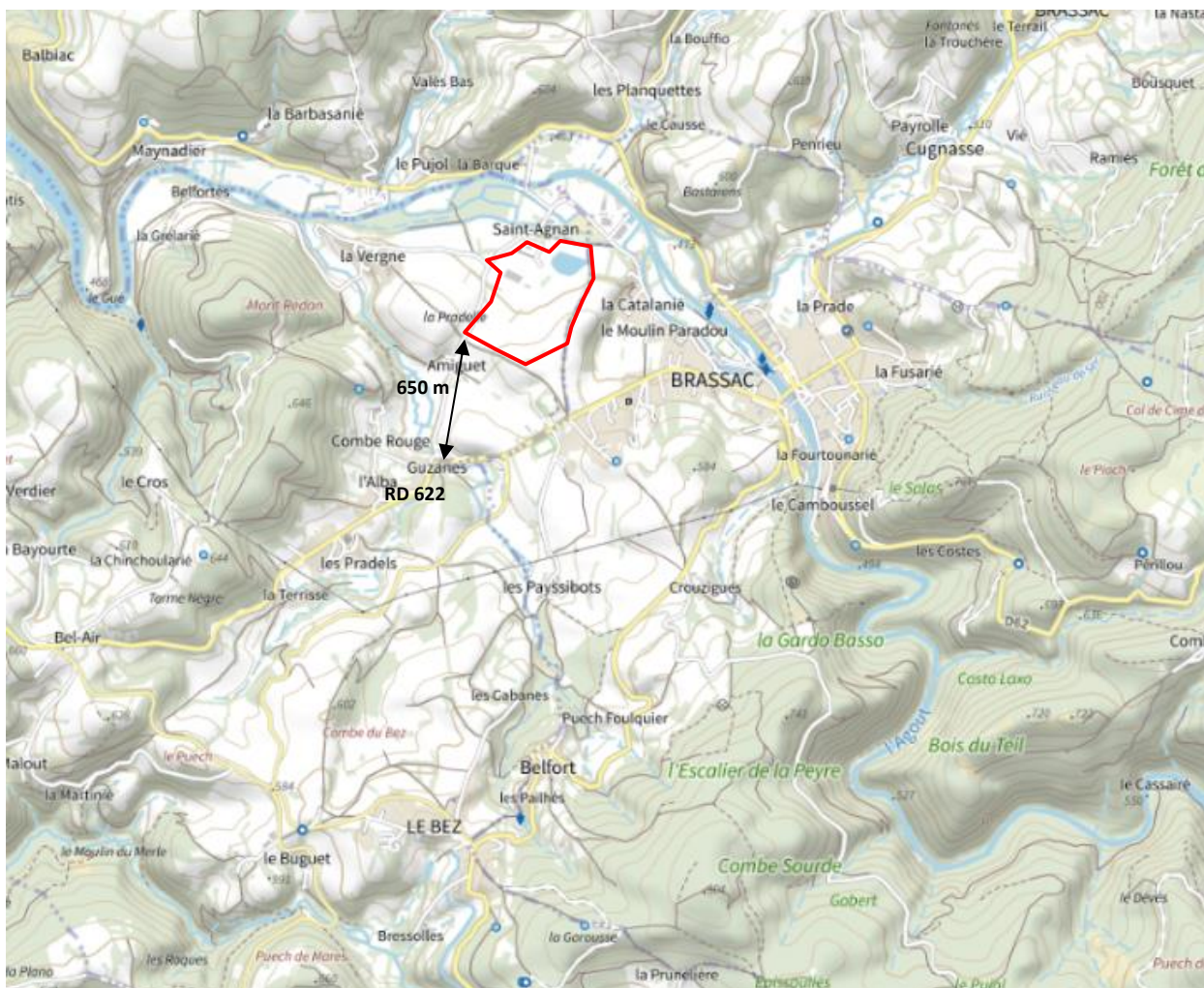


Un positionnement stratégique par rapport à l'axe principal (RD622) qui dessert le territoire intercommunal et plus particulièrement le PLUI Sidobre Val d'Agout.



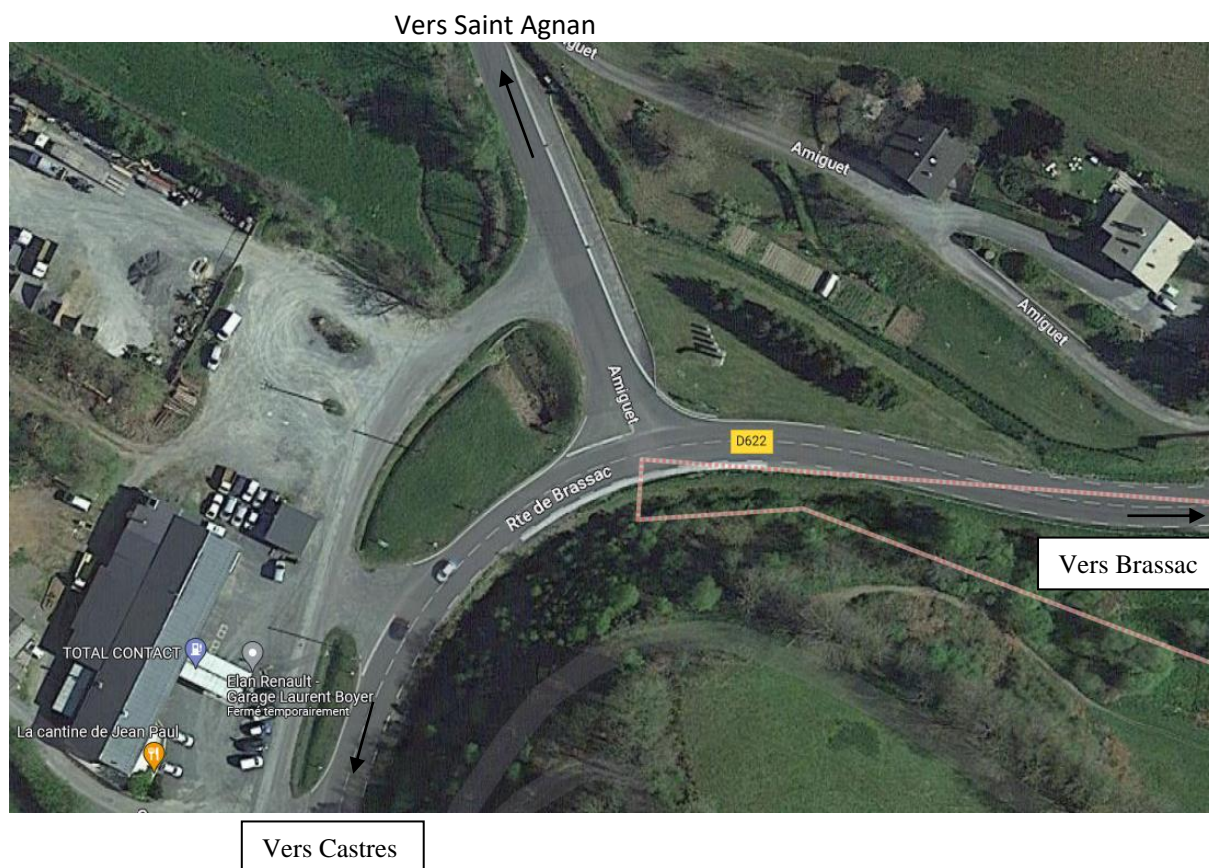
Le projet est situé dans la vallée de l'Agout et accessible de la RD 622 distante de 650 m du projet via une voie intercommunale. Le site est au contact d'un hameau (Saint Agnan), mais l'accès se fait sans traversée du hameau.

Le site s'inscrit dans un contexte à dominante agricole (parcelle cultivée ou en prairie) et naturelle (vallée de l'Agout).



Le site est accessible depuis la RD622 via une voirie intercommunale qui est adaptée au trafic poids lourds. Le carrefour de la RD622 sera réaménagé afin de tenir compte de l'augmentation du trafic à venir. Un tourner à gauche en venant de Castres permettra un accès sécurisé.

L'emprise publique du département est suffisante pour un tel aménagement.



L'accroissement d'activité du site de Brassac aura un impact sur le trafic routier. A terme, une fois la capacité de production nominale atteinte, l'augmentation du trafic routier poids lourd est évaluée à environ 70 camions / jour en moyenne par rapport à l'existant soit :

- 40 à 50 grumiers par jour
- 35 à 40 camions de produits finis par jour
- 15 à 20 camions de pellets par jour

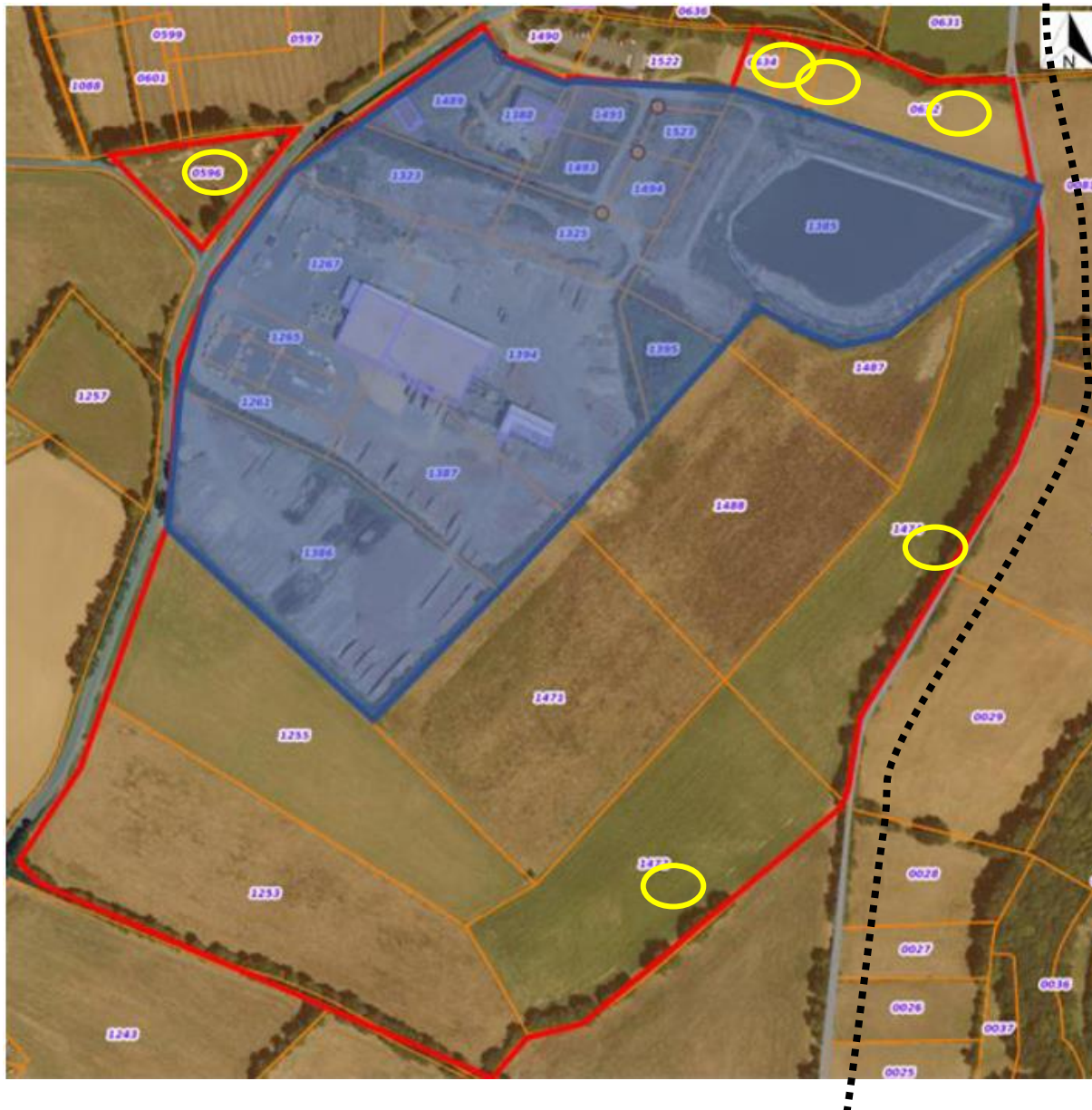
Pour les voies accueillant un trafic supérieur à 100 véhicules /jour, le tourne à gauche est recommandé (guide SETRA 1998).

Au niveau de la route de l'Agout, des dispositions municipales et intercommunales pourront être prises pour réguler la vitesse des poids-lourds (exemples : chicanes, limitations de vitesse inférieures...). La continuité des chemins de randonnée existants traversant la route de l'Agout sera également assurée et sécurisée. L'entrée du site industriel est située en amont du hameau en venant de la RD622, évitant ainsi la traversée de Saint-Agnan par les poids-lourds.

3.3. L'EMPRISE FONCIERE DU SITE

Le parcellaire global du projet est présenté en rouge sur la figure suivante et dont le site actuel indiqué en bleu qui représente 13 ha.

L'ensemble du projet est situé sur la commune de Le Bez pour une surface globale de 31.2 ha.



Le projet est situé dans une combe entourée d'espaces agricoles et au contact du hameau de Saint Agnan.

La desserte du projet se fait par la voirie intercommunale.

Le site est isolé des habitations par un espace de stationnement arboré qui fait tampon avec le projet.

Le projet est situé en limite de la zone Natura 2000 (Vallée de L'Agout) en dehors de zones de risques naturels ou technologiques

Aucune servitude ne vient grever le site du projet

L'intérêt du site :

Le site présente un intérêt majeur par sa proximité avec la RD 622, mais aussi par la présence de l'unité actuelle et l'absence des zones urbanisées, par le faible intérêt agricole et par l'absence d'intérêt environnemental. L'intérêt paysager du site est lui aussi assez faible comme le démontre l'étude d'impact et l'insertion paysagère du projet.

3.4. SOLUTIONS DE SUBSTITUTION

Le choix du site du Bez est motivé par sa position centrale des massifs exploités (principalement les Monts de Lacaune et la Montagne Noire).

Une autre alternative a été proposée au groupe SIAT dans la vallée du Thoré, mais le choix s'est porté sur le site industriel existant de Saint-Agnan de manière à réduire l'impact carbone et les coûts liés au transport de la matière première. Le projet d'implantation dans la vallée du Thoré couvrirait presque le double de la surface de celui du site de Saint-Agnan (60 ha contre 30 ha ici), d'autant plus que ce dernier est déjà constructible à 80% (24 ha sur 30 sont classés en zone UX et AUX dans le PLUi). Le prélèvement de surfaces agricoles est ainsi bien plus limité (6 ha). Par ailleurs, sur le site de Saint-Agnan, 12 ha font déjà l'objet d'une autorisation d'exploiter sur des activités similaires à celles du projet.

L'implantation du projet sur ce site revêt donc plusieurs intérêts :

- Maintien de l'activité historique de transformation du bois sur le secteur de Saint-Agnan ;
- Disponibilité foncière à proximité immédiate du site déjà en activité ;
- Implantation idéale vis-à-vis du massif forestier.

De plus, un dimensionnement minimal des installations est nécessaire pour implanter et utiliser les meilleures technologies disponibles :

- Scanner à rayons X couplé à une intelligence artificielle ;
- Sciage courbe
- Maitrise des nuisances et émissions : électrofiltre, multi cyclone et condensation de gaz de fumées sur la chaudière ; traitements acoustiques des bâtiments ; aspiration des poussières à la source.

Ce dimensionnement minimal implique une surface foncière d'environ 30 ha incompressibles. Il faut aussi noter que le groupe SIAT a réduit l'emprise de son projet initial d'extension à Saint-Agnan pour privilégier une meilleure insertion environnementale et paysagère (le projet initial allait au-delà de la ligne de crête le séparant du village de Brassac et empiétait sur la zone Natura 2000 au nord). Différents investissements importants (plusieurs millions d'euros) sont donc prévus afin de réduire la surface foncière nécessaire à la réalisation de ce projet (grues électriques et stockage sous portique sur le parc à grumes ; transtockeur).

Le projet du groupe SIAT s'est donc porté sur ce site industriel existant de manière à réduire les impacts environnementaux.

4. UN PROJET D'INTERET GENERAL

Le projet entraînera une valorisation d'un site actuel, dans une logique de redynamisation économique et de transition écologique.

Le projet s'inscrit dans le cadre d'une politique nationale de valorisation de la filière bois en France. Ces objectifs sont inscrits dans la charte du PNR Haut Languedoc.

L'intérêt général s'articule sur trois axes :

1. Développement de la filière bois

- Limiter la transformation de la ressource en bois occitan en-dehors de la région en apportant des capacités de production locales.
- Produire sur site des granulés de bois augmentant l'offre à base de matière première locale (en permettant la valorisation des produits « connexes » issus des activités de transformation, directement sur site, sans rupture de charge).
- Produire du **bois d'œuvre** (charte PNR HL) et des bois techniques permettra de proposer une offre variée répondant aux besoins et à l'évolution du marché du bâtiment. La valorisation du bois d'œuvre permet de créer de la valeur ajoutée et évitera des importations de bois.

2. Création d'emplois et économie locale

- La création d'environ **180 emplois directs** dont 25 % de cadres **et de 600 emplois indirects**
- Les retombées économiques :
 - Investissement industriel important bénéficiant largement au **tissu économique local**,
 - Retombées **fiscales importantes pour les collectivités territoriales**,
 - **Pour les propriétaires et exploitants forestiers** : Meilleure valorisation financière des bois issus du massif occitan permettant d'augmenter les moyens alloués à la sylviculture (entretien de parcelles, gestion forestière, accompagnement des propriétaires et exploitants...)

3. Production d'énergie renouvelable

La production d'ENR sera réalisée par une centrale biomasse à cogénération :

- 44 000 Mwh/an d'électricité prioritairement auto-consommée, avec réinjection sur le réseau local du surplus de production
- Utilisation de l'énergie thermique restante permettant une autonomie complète pour les processus industriels le nécessitant (séchage des bois, de la sciure...),
- Production de 140 000 tonnes de granulés exclusivement à partir des connexes de scierie. Cela équivaut aux besoins en chauffage de 28 000 foyers.

4.1. UN INTERET SOCIO-ECONOMIQUE

Les retombées en termes d'emploi :

Le projet du Groupe Siat permet la création directement et indirectement de centaines d'emplois nouveaux dans des domaines variés. De manière directe, le futur site de Brassac emploiera un minimum de 225 ETPs, à comparer à 40 équivalents temps plein (ETPs) en 2021. Ces emplois pérennes toucheront de nombreux corps de métiers (administratifs, encadrements, maintenance, systèmes d'information, commerce, manutentionnaires...) et de multiples domaines industriels (Energie, première et deuxième transformation des bois...). Ces emplois à forte valeur ajoutée comprendront une proportion importante de cadres (env. 25%).

	EMPLOYES	CADRES	TOTAL
ADMINISTRATIF	41	39	80
PREMIERE TRANSFORMATION	93	13	106
ENERGIE ET GRANULE	21	3	24
DEUXIEME TRANSFORMATION	14	1	15
TOTAL	169	56	225

Le projet créera de nombreux emplois de manière indirecte et bénéficiera à l'écosystème industriel local : Sous-traitance diverse, maintenance, bucherons, exploitants forestiers, grumiers, transport, création de filière de deuxième transformation, etc.

La création d'emploi aura également un intérêt pour le développement du marché de l'immobilier et des commerces et services locaux.

Il permettra indirectement un développement démographique (accueil des salariés et de leur famille) qui assurera le maintien, voire le développement des équipements et services publics. Les effectifs des écoles qui avaient du mal à se maintenir pourront de nouveau croître. Notons que les écoles autour du site (Brassac et le Bez en particulier) ont une capacité d'accueil sous exploitée. Soulignons la présence d'un collège à Brassac.

Il y aura également un impact positif du projet sur la vie associative et sur la pérennité de son dynamisme.

Le projet ouvre de grandes possibilités de développement dans le futur, que ce soit en interne (fabrication de bois techniques type, bardage, lamellé collé, CLT par exemple) ou en externe (2ème transformation rendue possible par la disponibilité de la matière, filière meuble etc).

Le projet permettra la création de 600 emplois indirects.

Rappelons que le bassin d'emplois de Brassac comporte actuellement de 500 actifs ayant un emploi. Même si tous les emplois indirects ne sont pas créés sur le secteur de Brassac, on peut prévoir une augmentation importante de l'emploi local avec une hausse de plus de 30%.

Concernant l'impact de l'agrandissement de la scierie existante sur les scieries locales, il faut rappeler que le groupe SIAT vient par son implantation en Occitanie structurer la filière régionale, qui nécessite autant de gros acteurs que des plus petits (seconde transformation, artisans locaux, voies de spécialisation, etc). Les scieurs locaux déjà implantés depuis des décennies sur le territoire n'occupent pas le même marché que SIAT (sur-mesure, volumes inférieurs, ...) et les différentes entités se montrent même complémentaires. Dans les faits, le groupe SIAT a pu nouer des partenariats commerciaux avec des scieries locales.

Retombées économiques :

Le projet va générer un investissement de plusieurs centaines de millions d'euros ce qui contribue à alimenter l'emploi au niveau local et national (pause de l'installation, assemblage des composants...)

LOT 0 Aménagement et Infra	Aménagement du site	10 %
	Voierie et réseaux	
	Bureaux et SI	
	Communs site (Maintenance et engins)	
LOT 1 1ère et 2ème Transformation	Parc à grumes	70 %
	1ère Transformation (Scierie, trieurs, empilage)	
	2ème Transformation (rabotage, refente, aboutage)	
	Traitement des bois	
	Logistique et Expédition	
LOT 2 Energie	Chaudière / Cogénération	20 %
	Unité de granulés	
	Séchoirs	

Ces travaux vont générer l'intervention de nombreuses entreprises (terrassement, construction, aménagements divers).

Ces investissements auront des répercussions sur l'emploi des entreprises retenues par l'opérateur tant localement qu'au niveau national.

Production de granulés pour participer à la transition écologique :

La demande en granulé de bois explose avec la hausse des tarifs de l'électricité et du gaz. La population s'oriente en partie vers des chaudières et poêles à granulés. La production actuelle ne permet pas de répondre à la demande croissante. De ce fait, de manière ponctuelle, le tarif a fortement augmenté en 2022. Une ressource plus abondante permettra un rééquilibrage entre l'offre et la demande.

Le projet permettra un approvisionnement local permettant de répondre à la demande. Il aura un effet bénéfique pour le développement des chaudières et poêles à bois et pour la population qui trouvera une ressource plus disponible.

Meilleure valorisation financière des bois occitans :

L'augmentation de ces prix d'achat aura plusieurs conséquences :

- Limiter l'exportation massive de bois rond à l'étranger ;
- Augmenter la rémunération de l'ensemble des acteurs amont de la filière, favorisant la replantation de parcelles et l'entretien de celles-ci, et permettant aux ETF (entreprises de travaux forestiers) de se structurer par l'embauche, la formation, l'acquisition ou le renouvellement de matériel.

Fiscalité :

Le projet va générer des taxes foncières pour la commune, la communauté de communes estimée à 757 000 €/an avec exonération les deux premières années.

Le projet va également générer une taxe d'aménagement qui représentera 744 000 €.

Il devrait rapporter au titre de l'IFER, CFE, CVAE pour la communauté de communes et pour le département, estimée à 500 000 €.

Les retombées fiscales sont estimées à plusieurs centaines de milliers d'euros par an qui pourront permettre de financer de nouveaux aménagements ou équipements intercommunaux.

4.2. UN SITE SANS CONTRAINTES MAJEURES

L'état initial du site présenté dans l'évaluation environnementale nous indique que le site est parfaitement adapté au projet.

Paysage :

Le projet se localise dans une combe partiellement utilisée pour l'activité en place suffisamment éloignée des zones urbanisées.

Milieux naturels :

Le site comporte des enjeux naturels relativement faibles et ne comporte pas d'intérêt écologique majeur. La continuité écologique identifiée au Nord du Site le long du ruisseau, sera conservée par une bande classée en zone N. Sur cet espace le chemin de randonnée sera pérennisé.

Risques naturels :

Le site est en dehors des zones inondables.

Gisement énergétique :

Le site retenu se situe au cœur d'un gisement forestier sous exploité avec une forte part valorisée hors de la région ou du pays faute de capacité de transformation suffisante localement.

Accessibilité

Site doté d'une bonne accessibilité pour l'acheminement des matériaux entrant et sortant.

Raccordement aux réseaux :

Un raccordement au réseau d'électricité qui ne pose pas de problèmes particuliers. Une étude complémentaire sur les besoins en eau est en cours.

Emprise limitée sur les espaces agricoles :

Un projet limité au besoin du projet avec une optimisation du foncier. Une étude d'impact agricole est en cours.

4.3. UNE REDUCTION DES GAZ A EFFET DE SERRE

Le secteur Forêt-bois a un rôle stratégique à jouer pour contribuer à atteindre la neutralité carbone. Le bois incarne à lui seul le développement durable. C'est un matériau performant et durable, qui se renouvelle sans cesse. Il permet :

- Un effet « séquestration » en contribuant fortement aux puits de carbone du secteur des terres via la séquestration du carbone en forêt et de prolonger ces puits de carbone dans les produits bois à longue durée de vie.
- Un effet “substitution” en alimentant l'économie en bois-énergie et produits bois renouvelables
 - ⇒ Remplacement d'un usage carboné par un usage renouvelable.

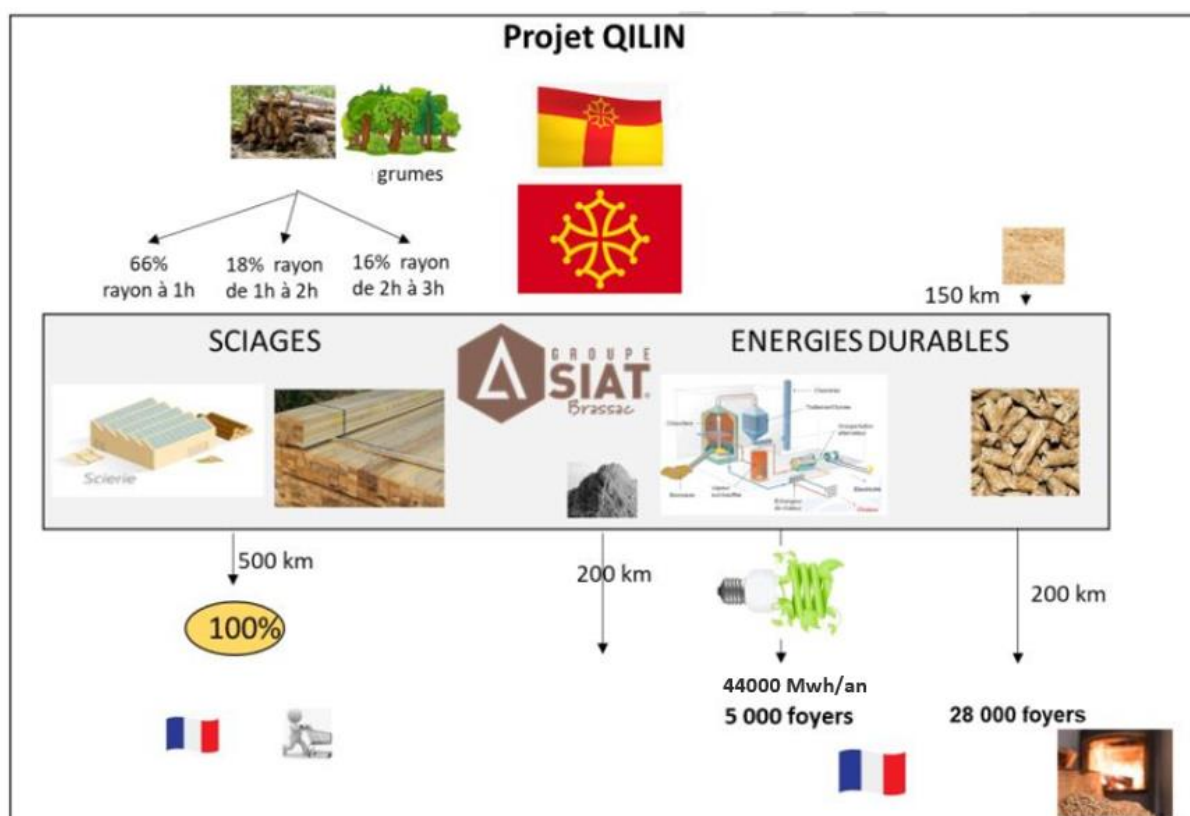
En plus de ces caractéristiques, le bois profite d'une pérennité remarquable. Pour peu qu'il soit mis en œuvre et maintenu dans une atmosphère sèche, son intégrité (bâti et aménagements intérieurs) est préservée pour des générations. Le bois offre des solutions particulièrement adaptées lorsqu'il s'agit d'améliorer l'isolation acoustique ou l'isolation thermique des bâtiments avec des façades ne répondant plus aux standards actuels. Une réhabilitation en bois est profitable à plus d'un titre ; elle réduit l'énergie de chauffage d'un facteur dix, augmente la valeur du bâtiment et améliore le confort des occupants.

Le projet vise à construire un outil industriel en phase avec son marché en fournissant plus de produits bois sec à partir d'un circuit court de transformation - distribution et utilisation des produits, ce qui permettra une réduction des tonnages transportés et par conséquent, une réduction de l'impact environnemental lié au transport.

Les principaux impacts du projet Qilin sur les GES seront donc :

- La diminution des besoins en transport, ainsi que la diminution des distances parcourues, permettront une économie de 8 784 t de CO₂ éq
- La production d'électricité verte qui se substitue à l'électricité consommée du réseau permet une économie de 15 826 t de CO₂ éq
- La production de granulés de bois qui se substituera aux énergies fossiles dans le chauffage domestique et permet une économie de 127 453 t de CO₂ éq
- La mise à disposition de bois de construction rendant ainsi possible la substitution du mode constructif en béton / acier. Ce point ayant le double avantage d'émettre moins de CO₂ et de séquestrer du Carbone dans les bâtiments
- La revalorisation des massifs forestiers occitans permettant de soutenir les activités amont de la filière bois qui entretiennent le puit de carbone naturel.

Ce projet est ainsi parfaitement aligné avec les objectifs de neutralité carbone de la France.



Les réductions attendues par rapport à la situation actuelle seront de 8 784 t CO₂ éq/an détaillés en :

- Transport de la matière 1^{ère} vers les sites de transformation : 4 035 tonnes de CO₂ éq/an
- Transport des produits bois et granulés de chauffage vers les circuits de vente : 4 749 tonnes de CO₂ éq/an.

L'ADEME a chiffré les émissions de GES générées lors de la production d'1 kWh d'électricité à partir de :

- gaz fossile : 418 g CO₂ éq/kWh
- biomasse (écorces, bois énergie.....) : 32 g CO₂ éq/kWh

A partir de biomasse, le projet génère 1 312 t de CO₂ éq annuellement pour produire ces MWh contre 17 138 t de CO₂ éq s'ils étaient produits à partir de gaz : soit un gain annuel de 15 826 t CO₂ éq.

La centrale de cogénération est pour sa part une solution vertueuse et durable s'inscrivant dans la dynamique de la filière bois-énergie en France. Les fumées issues de la chaudière sont également assujetties à la réglementation en matière de rejets atmosphériques. Les technologies de filtration mises en œuvre sur le site d'Urmatt et également prévues sur le site de Saint-Agnan permettent de garantir des niveaux de rejets sensiblement inférieurs aux valeurs limites réglementaires.

Les émissions d'une installation de combustion équivalente à celle présente sur le site d'Urmatt sur l'année (fonctionnement linéaire) représentent les émissions annuelles de 280 foyers utilisant un chauffage au bois récent type poêle à bois (fonctionnement saisonnier), pour une énergie produite 60 fois plus élevée.

4.4. UNE PRODUCTION D'ÉNERGIE RENOUVELABLE

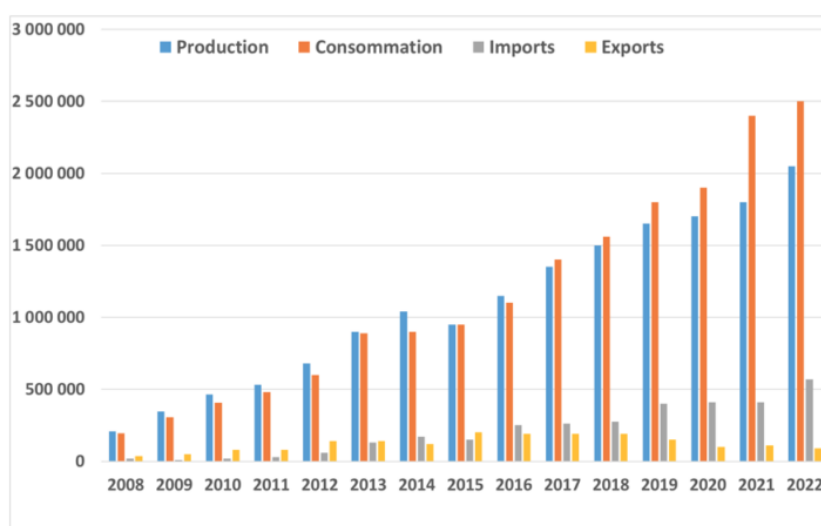
La consommation en électricité du projet est de 44 000 MWh.

Le site industriel sera doté d'une installation thermique biomasse à cogénération et d'une unité de granulation. Ces équipements permettront de valoriser l'ensemble des produits connexes de scierie en chaleur et en électricité verte ainsi qu'en granulé de bois pour le chauffage domestique. Les quantités produites seront ainsi de :

- 44 000 MWh d'électricité verte à base de biomasse, très majoritairement autoconsommée et ponctuellement redistribuée sur le réseau
- 145 000 MWh de récupération de chaleur de la cogénération
- 140 000T de granulés de bois pour le chauffage domestique (650 000 MWh/an = environ chauffage pour 28000 foyers).

Le bilan annuel est équilibré entre la consommation du site et la production d'énergie renouvelable du projet. **En intégrant la production de granulé et la récupération de chaleur le bilan énergétique est positif de 650 000 MWh/an.**

Le graphique ci-dessous montre que la consommation des ménages est supérieure à la production, la production de granulés locaux est donc nécessaire pour répondre aux besoins des ménages français.



5. RESUME NON TECHNIQUE DE LA MISE EN COMPATIBILITÉ DU SCOT

1. ENJEUX NATURELS

Dans la partie suivante, les enjeux relatifs à la faune et aux habitats seront définis et détaillés.

5.1.1 Enjeux relatifs à la faune

- **Enjeux relatifs à l'Avifaune**

La plupart des espèces inventoriées sont des espèces communes qui ne présentent pas d'enjeu fort, bien qu'elles soient protégées par la Convention de Berne. Néanmoins, certaines espèces se démarquent par leur statut sur la liste rouge régionale de l'UICN : le Gobemouche noir (*Ficedula hypoleuca*), le Grèbe huppé (*Podiceps cristatus*) et l'Hirondelle rustique (*Hirundo rustica*). Parmi ces 3 espèces, le Gobemouche noir représente le plus grand enjeu. En effet, il niche dans les cavités d'arbres et est « En danger critique d'extinction » dans la région, le niveau le plus haut de menace selon l'UICN. Même si c'est un oiseau avant tout forestier, sa nidification sur le site est possible mais non avérée. La période de prospection n'a pas permis de déterminer s'il y niche bel et bien.

De plus, un certain nombre des espèces rencontrées sur le site est plutôt inféodé aux milieux aquatiques. C'est notamment le cas du Grèbe huppé (« Quasi-menacé » dans la région), de la Grande aigrette (*Casmerodius albus*) et du Canard colvert (*Anas platyrhynchos*). Pour ce cortège d'espèces, le projet ne devrait pas avoir d'impact significatif car le bassin de rétention sera toujours présent.

L'enjeu qui apparaît donc le plus important pour les Oiseaux est la préservation des linéaires de haies. En effet, outre les espèces à enjeu décrites ci-dessus, les espèces communes comme la Mésange charbonnière (*Parus major*), le Merle noir (*Turdus merula*) ou la Corneille noire (*Corvus corone*) affectionnent particulièrement les fourrés et/ou les arbres pour s'abriter et se reproduire.

L'enjeu général pour l'Avifaune est potentiellement modéré à fort et réside principalement dans la conservation des linéaires d'arbres du site.

- **Enjeux relatifs aux Invertébrés**

Les espèces de Lépidoptères et Orthoptères observées sont des espèces communes qui affectionnent essentiellement les milieux ouverts. De plus, les Insectes étant le groupe comprenant le plus d'espèces, il est donc important de préserver cette diversité sur le site.

En outre, les arbres qui composent la haie qui délimite Le Bez et Brassac offrent une diversité de micro-habitats très intéressante pour les insectes saproxylophages. Ceux-ci n'ont pas été observés directement mais certains indices ainsi que l'analyse des micro-habitats des arbres permettent de suspecter fortement leur présence. Ces espèces se développent sur du bois vivant (pour les insectes xylophages) et mort (pour les insectes saproxyliques). Ils s'abritent dans les cavités et micro-habitats fournis par les différents compartiments des arbres. Ainsi, il est fort possible que des espèces à enjeu et protégées soient présentes sur le site.

L'enjeu pour les Invertébrés est potentiellement fort.

- **Enjeux relatifs aux Amphibiens et Reptiles**

Aucun Amphibien ni Reptile n'a été observé sur le site d'étude. Mais, au vu de la diversité des milieux présents, il est plus que probable que des espèces de ces groupes soit en réalité présentes sur la zone d'étude. Même si la zone présente de grandes surfaces anthropisées, le bassin de rétention à proximité du ruisseau en contrebas et de la zone humide peut être favorable à la présence ou au passage d'Amphibiens. En ce qui concerne les Reptiles, le site contient des micro-habitats dont ils pourraient se servir pour s'abriter. La présence d'Amphibiens et de Reptiles sur l'aire d'étude est donc probable.

L'enjeu du site concernant les Amphibiens et les Reptiles est potentiellement faible.

- **Enjeux relatifs aux Mammifères**

Des indices de présence de Mammifères ont été relevés sur le site. Ce sont des espèces communes que l'on retrouve souvent. De plus, il ne faut pas oublier les Mammifères communs dans le département, mais plutôt rares à observer, comme les mulots, hérissons et écureuils par exemple. Il est ainsi très probable que de tels mammifères soient présents sur le site. D'autre part, certains arbres présents dans les haies possédaient des cavités qui constituent des habitats idéaux pour les chiroptères. Etant donné que tous les chiroptères de France sont protégés, ainsi que leurs habitats, le site d'étude pourrait revêtir un fort enjeu pour ces Mammifères. De plus, la présence de la Noctule commune (*Nyctalus noctula*) et de la Grande noctule (*Nyctalus lasiopterus*) est avérée sur la commune de Le Bez. Ce sont des espèces à enjeu fort dans la région qui peuvent loger dans les fissures et les cavités des grands arbres. Leur présence sur le site d'étude est donc très probable.

L'enjeu concernant les Mammifères est potentiellement fort.

5.1.2 Enjeux relatifs à la flore et aux habitats

Aucune espèce de flore remarquable n'a été observée lors de l'inventaire. En revanche, plusieurs Espèces Exotiques Envahissantes ont été retrouvées et sont donc à surveiller : Datura (*Datura stramonium*), Séneçon du Cap (*Senecio inaequidens*) et Vergerette du Canada (*Erigeron canadensis*). D'après le Centre de Ressource des Espèces Exotiques Envahissantes, la Vergerette du Canada n'a qu'un impact faible sur les milieux naturels et l'impact du Séneçon du Cap est limité. Le Datura, quant à lui, est toxique, c'est donc une plante qui est dangereuse pour la santé humaine.

L'enjeu lié à la flore réside essentiellement dans la surveillance de ces Espèces Exotiques Envahissantes, plus particulièrement en phase de travaux où il faudra être vigilant et faire en sorte que ces espèces ne se propagent pas, que ce soit sur le site ou lors de potentiels déplacements de matériaux.

En outre, une partie de l'aire d'étude se trouve sur une zone Natura 2000 (« Vallée du Tarn, de l'Aveyron, du Vaur, de l'Agout et du Gijou ») et une autre sur une ZNIEFF (« Vallée de l'Agout de Brassac à Burlats et vallée du Gijou »). Préserver ces parties serait donc pertinent car ces sites ont pour vocation de protéger certaines espèces et certains habitats.

En ce qui concerne les habitats, les zones urbanisées et anthropisées présentent un très faible enjeu écologique. Certaines des prairies ont un enjeu modéré du fait de leur gestion et des

cortèges d'espèces s'y développant. Sur le site, les milieux présentant un intérêt écologique majeur sont les haies. Celles-ci représentent des enjeux différents selon leur diversité et leur fonctionnalité. Ainsi, les enjeux concernant les haies s'étendent de « faible à modéré » à « fort ». Plus particulièrement, la haie séparant Le Bez de Brassac contient un nombre conséquent d'arbres remarquables qui offrent une diversité d'habitats et de micro-habitats considérable. Bien que leur présence ne soit pas avérée, il est plus que probable que des insectes saproxylophages ou des chiroptères y aient élu domicile. Ces linéaires de haies peuvent également représenter des zones refuge ainsi qu'un corridor pour de nombreuses espèces (mammifères, oiseaux, chiroptères...) qui peuvent s'en servir pour leurs déplacements sur le territoire. Il serait donc intéressant de préserver le plus possible ces arbres afin de maintenir la biodiversité présente sur le site.

L'Agout, qui délimite une partie de la zone d'étude au Nord, représente un enjeu fort, bien qu'il soit situé plutôt à l'extérieur de l'emprise du projet. Cette zone au Nord de la zone d'étude contient plusieurs ruisseaux (bras de l'Agout) et une zone humide, beaucoup d'espèces peuvent y trouver un habitat favorable, notamment la Moule perlière. La future scierie en fonctionnement pourrait l'impacter du fait de son contact avec la zone du projet et de la proximité du bassin de rétention.

L'enjeu lié aux milieux naturels demeure dans la préservation des habitats possédant un intérêt majeur : les haies représentant un enjeu fort tout comme les zones humides et ruisseaux (juste au nord de la zone d'étude).

Ces enjeux sont pris en compte dans le projet et dans la mise en compatibilité du SCOT par les mesures d'évitement et de réduction mises en œuvre.

2. EVOLUTION ET LES JUSTIFICATIONS DU DOO

Seule la Prescription 29 doit être modifiée. Le projet intègre les autres prescriptions et recommandations du SCOT. Les modifications sont entourées en vert.

PRESCRIPTION P29 : maîtriser la consommation d'espace

La consommation nouvelle maximum d'espace au sein de l'enveloppe urbaine et en extension d'urbanisation sur la période 2017-2037 sera de 736 ha répartis entre habitat, économie, services et équipements.

Sont compris 366 ha de surface artificialisée pour l'habitat, 198 ha de rétention foncière pour l'habitat et 172 ha de surface pour le développement économique et les équipements de loisirs.

Période/Secteurs	Taille moyenne de la parcelle - m ²	Nbre de logements neufs	Surface artificialisée en ha
2017-2037			
Hautes Terres d'Oc	1 237	2 964	366
Sidobre Val d'Agout	1 215	1 260	153
Monts de Lacane	1 213	605	73
Montagne du Haut Languedoc	1 249	731	91
Vals et Plateaux des Monts de Lacane	1 330	368	49

Soit une moyenne de 8 logts/ha contre 5,7 logts/ha entre 2004 et 2014

Soit une économie d'espace à la parcelle de 30 %

Pour le développement de l'économie et des services, il est prévu que les créations ou extensions des sites d'activité, des équipements touristiques et de loisirs nécessitent :

Secteurs	Superficie en ha	Détails localisation	Prév. d'emplois créés
Hautes Terres d'Oc	172		1 260
Sidobre Val d'Agout	62	Extension de sites d'activité artisanale ou industrielle (Lacrouzette, Le Bez), dans les pôles en priorité, activités touristiques et de loisirs dont UTN	365
Monts de Lacane	60	ZA du Merly et de Bel Air, 2 pôles d'activités artisanales à Murat, autres activités, agroalimentaire, activités touristiques et de loisirs.	422
Montagne du Haut Languedoc	15	ZA Forest, autres activités (eau par exemple), activités touristiques et de loisirs	232
Vals et Plateaux des Monts de Lacane	35	Sites d'activités artisanales ou industrielles (Vabre, Fontrieu, Saint Pierre de Trivisy, Lacaze), autres activités (eau et autres ressources du sous-sol à Fontrieu), activités touristiques et de loisirs dont UTN	241

Ce qui fait au total sur Hautes Terres d'Oc en ha et par secteur :

Secteurs	Surface artificialisée pour l'habitat	Surface de rétention pour l'habitat	Surface artificialisée pour le développement économique	Total Surface artificialisée
Hautes Terres d'Oc	366	198	172	736
Sidobre Val d'Agout	153	84	62	299
Monts de Lacane	73	39	60	172
Montagne du Haut Languedoc	91	48	15	154
Vals et Plateaux des Monts de Lacane	49	27	35	111

Ces 538 ha représentent 0,43 % de la surface du territoire, 0,59 % en comptabilisant les 198 ha de rétention foncière.

Afin de garantir un développement équilibré du territoire entre espaces urbanisés et sites naturels, forestiers et agricoles et selon les surfaces disponibles au sein de la tâche urbaine, parmi ces 366 ha à artificialiser pour l'habitat (sans compter la rétention), une surface à densifier au sein de la tâche urbaine est déterminée :

Secteur	Surface à densifier au sein de la tâche urbaine (habitat)
CCSVA	31 ha
CCML	21 ha
CCMHL	16 ha
CCVPML	12 ha
HTO	80 ha

Les surfaces disponibles sont souvent constituées des dents creuses et de la division de grandes parcelles (BIMBY) souvent difficiles à mobiliser.

Pour les opérations nouvelles, la voirie, les espaces publics et les espaces verts sont inclus dans la densité résidentielle.

Les tableaux ci-après comparent artificialisation des sols et accueil de population entre 2004 et 2014 et les objectifs poursuivis par le SCoT sur la période 2017-2037 :

Type d'artificialisation	2004-2014			Objectif SCoT 2017-2037		
	Evolution	Evolution /an	Surface par hab. accueilli /an (/solde migratoire réel)	Surface maximale	Surface maximale /an	Surface par hab. accueilli/an (/solde migratoire escompté)
Habitat	159 ha	14,4 ha/an	1 596 m ²	366 ha	17,4 ha/an	683 m ²
Economie, équipements et services publics	127 ha	11,6 ha/an	1 275 m ²	172 ha	8,2 ha/an	321 m ²
TOTAL	286 ha	26 ha/an	2 871 m²	538 ha	25,6 ha/an	1004 m²

* Entre 2004 et 2014, solde migratoire de 996 habitants (100 habitants accueillis/an).

Entre 2017 et 2037, solde migratoire escompté de 5 361 hab. (268 habitants accueillis/an).

Période	Taille moyenne de la parcelle	Nombre de logements neufs	Nbre logts/ha	Ev. du nbre d'hab.	Surface artificialisée
2004-2014 (10 ans)	1 753 m ²	907	6	- 131	159 ha
2017-2037 (20 ans)	1 237 m ²	2 964	8	+ 3 211	366 ha
Soit une économie d'espace à la parcelle de 30 %					

En 10 ans, entre 2004 et 2014, la population s'est simplement maintenue (accueil d'environ 1 000 personnes mais pertes du même nombre de personnes). 159 ha ont été consommés pour l'habitat, 113 ha pour l'activité industrielle et artisanale et 14 ha pour les bâtiments et services publics. Ce sont entre 286 et 314 ha de terres agricoles, naturelles et forestières¹ qui ont été consommées.

Entre 2017 et 2037, avec l'objectif ambitieux d'accueillir plus de 5 000 personnes (perte d'un peu plus de 2 000 personnes pour une augmentation nette de population de 3 211 habitants), la consommation d'espace se maintiendra au niveau de 2004-2014 (passage de 26 ha à 25,6 ha de surface consommée par an) si l'on considère le solde migratoire². L'économie à la parcelle sera de 30 %.

Il s'agit d'optimiser le tissu urbain existant et de réduire l'empreinte consommée par chaque bâtiment aussi bien pour l'habitat que pour les activités économiques et les équipements de services.

⇒ **Les modifications entourées en vert correspondent à l'ajustement du besoin en surfaces d'activités nécessaires au projet du groupe SIAT soit 12 ha.**

¹ Sans comptabiliser les bâtiments agricoles. La différence de surface est liée aux différentes méthodologie de calcul.

² Surface consommée par rapport au solde migratoire : au nombre de personnes accueillies.

Le besoin de 12 ha supplémentaires correspond à l'emprise nécessaire au projet du groupe SIAT. Cette emprise se fait sur les 6 ha de zone AUX déjà existante que la communauté de communes doit pouvoir reporter ailleurs le territoire afin d'assurer le développement de l'artisanat local, ainsi que sur 6 ha de surfaces actuellement classées en zone A.

Le projet SIAT va entraîner une synergie en termes de développement économique au regard des emplois directs et indirect liés au projet qui vont générer un besoin en logement sur Brassac, Le Bez et les communes voisines.

Ainsi les entreprises artisanales notamment celles liées au bâtiment vont voir leur activité se développer, ce qui va engendrer un besoin en foncier pour accueillir et développer ces entreprises.

L'augmentation du besoin en surface n'est pas en contradiction avec les objectifs de sobriété foncière instauré par la Loi Climat Résilience puisque l'objectif de réduction de la consommation n'est pas impérativement linéaire. Ce projet est inscrit dans la liste des PENE (Projet d'Envergure Nationale et Européenne) afin d'être examiné en conférence de la gouvernance que doit organiser la Région Occitanie dans le cadre de la mise en compatibilité du SRADET avec la loi climat et résilience dans ce qui pourrait permettre de mutualiser la consommation en surface à l'échelle nationale.

La consommation d'espace fait partie des critères de suivi du SCOT et du PLUi. L'adoption du SRADET permettra une déclinaison dans le SCOT puis dans le PLUi.

3. ANALYSE LA COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS ET REGLES SUPERIEURES

Le projet est compatible avec le SDAGE Adour Garonne, le SAGE Agout Amont, le SRADDET et la Charte du PNR HL.

Les dispositions de la Loi Montagne ont été intégrées.

4. ANALYSE L'INCIDENCE DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT.

L'analyse repose sur la pré étude d'impact réalisée dans le cadre du projet. Cette étude sera complétée dans le cadre de l'étude d'impact en distinguant les différentes phases du projet :

- La phase de chantier.
- La phase d'exploitation.

Les impacts seront qualifiés sur la base d'une analyse multicritère selon les qualificatifs et les curseurs suivants :

- Milieu physique
- Milieu naturel
- Milieu humain
- Paysage et patrimoine

Sont décrits les impacts, la temporalité, la durée l'intensité et les mesures à appliquer.

5.4.1 Incidences sur le milieu physique

Le tableau suivant permet de synthétiser les impacts sur le milieu physique, qui concernent le projet, et de les caractériser.

impact potentiel	temporalité	effet	intensité	mesures prises	descriptif des mesures
modification de l'état de surface du sol	permanent	direct	forte	oui	hauteur des talus, haies protégées, plantations
imperméabilisation du sol	permanent	direct	forte	oui	réutilisation des eaux pluviales
besoins en eau	permanent	direct	forte	oui	besoin en eau de forage limité par la réutilisation des eaux pluviales
pollution des eaux	temporaire	direct	faible	oui	assainissement collectif
pollution des sols (hydrocarbures)	temporaire	direct	faible	oui	dispositifs de traitement (deshuileur)

Les mesures prises dans le projet permettent de limiter les impacts résiduels sur le milieu physique.

5.4.2 Incidences sur le milieu naturel

Le tableau suivant permet de synthétiser les impacts sur le milieu naturel, qui concernent le projet, et de les caractériser.

impact potentiel	temporalité	effet	intensité	mesures prises	descriptif des mesures
altération d'habitat	permanent	direct	faible	oui	haies protégées, préservation des abords du ruisseau
destruction d'espèce	permanent	direct	faible	oui	éviter

Les mesures prises dans le projet permettent de limiter les impacts résiduels sur le milieu naturel.

5.4.3 Incidences sur le milieu humain

Le tableau suivant permet de synthétiser les impacts sur le milieu humain, qui concernent le projet, et de les caractériser.

impact potentiel	temporalité	effet	intensité	mesures prises	descriptif des mesures
retombées économiques	permanent	direct et indirect	forte	non	néant
dégradation des voies de circulation	permanent	direct	faible	non	entretien de la voie intercommunale
augmentation du trafic routier	permanent	direct	faible	oui	aménagement du carrefour
dégradation de la qualité de l'air	permanent	direct	faible	oui	cf dossier ICPE
approvisionnement en énergie	permanent	direct	faible	non	néant

Le projet comporte des impacts positifs sur le milieu humain notamment en ce qui concerne les retombées socio-économiques et l'approvisionnement en énergie. Ces incidences positives ne nécessitent pas de mesures correctives. Les mesures prises dans le projet permettent de limiter les impacts résiduels sur le milieu humain.

5.4.4 Incidences sur le paysage

Le tableau suivant permet de synthétiser les impacts sur le paysage et le patrimoine et de les caractériser.

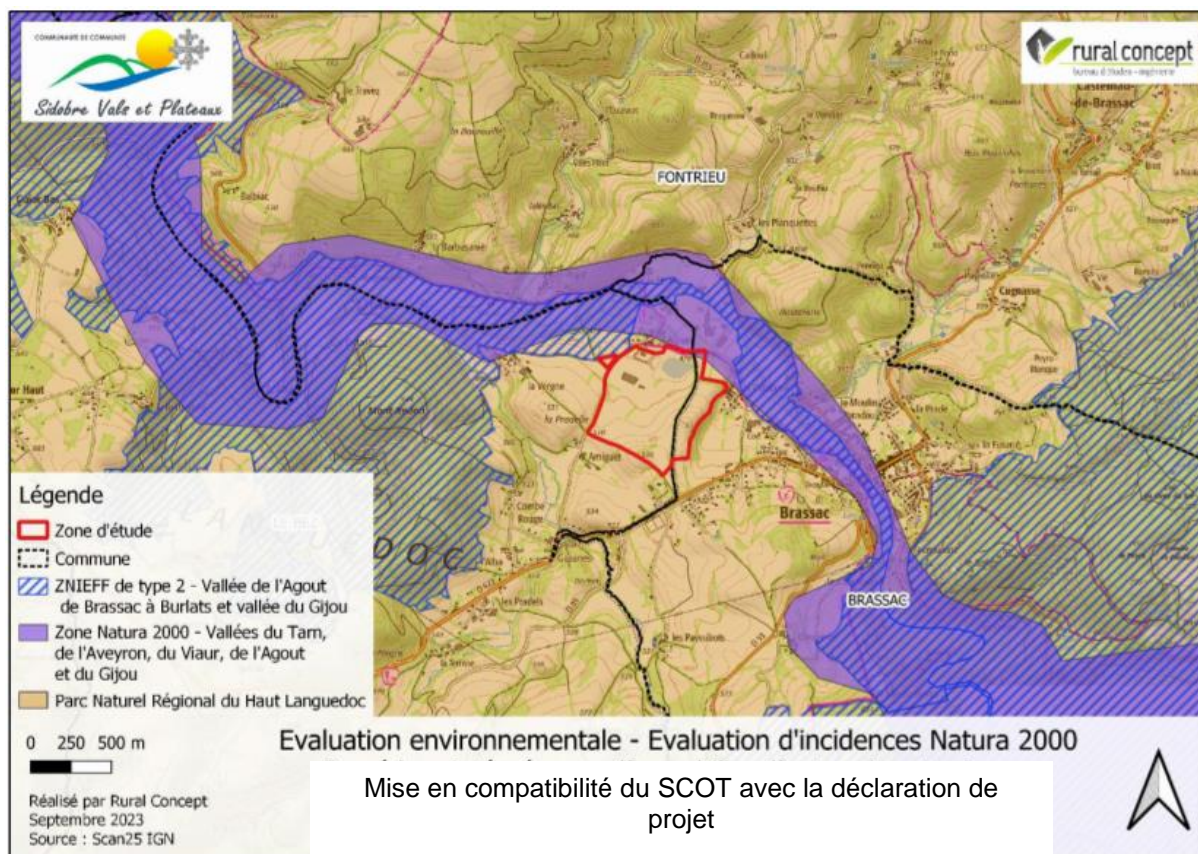
impact potentiel	temporalité	effet	intensité	mesures prises	descriptif des mesures
impact visuel depuis le hameau de Saint Agnan	permanent	direct	faible	oui	Plantation aux abords du site
impact visuel depuis le hameau de La Vergne	permanent	direct	faible	oui	Plantation aux abords du site
impact visuel depuis le hameau des Planquettes	permanent	direct	faible	oui	Plantation aux abords du site

Les mesures prises dans le projet permettent de limiter les impacts résiduels sur les paysages.

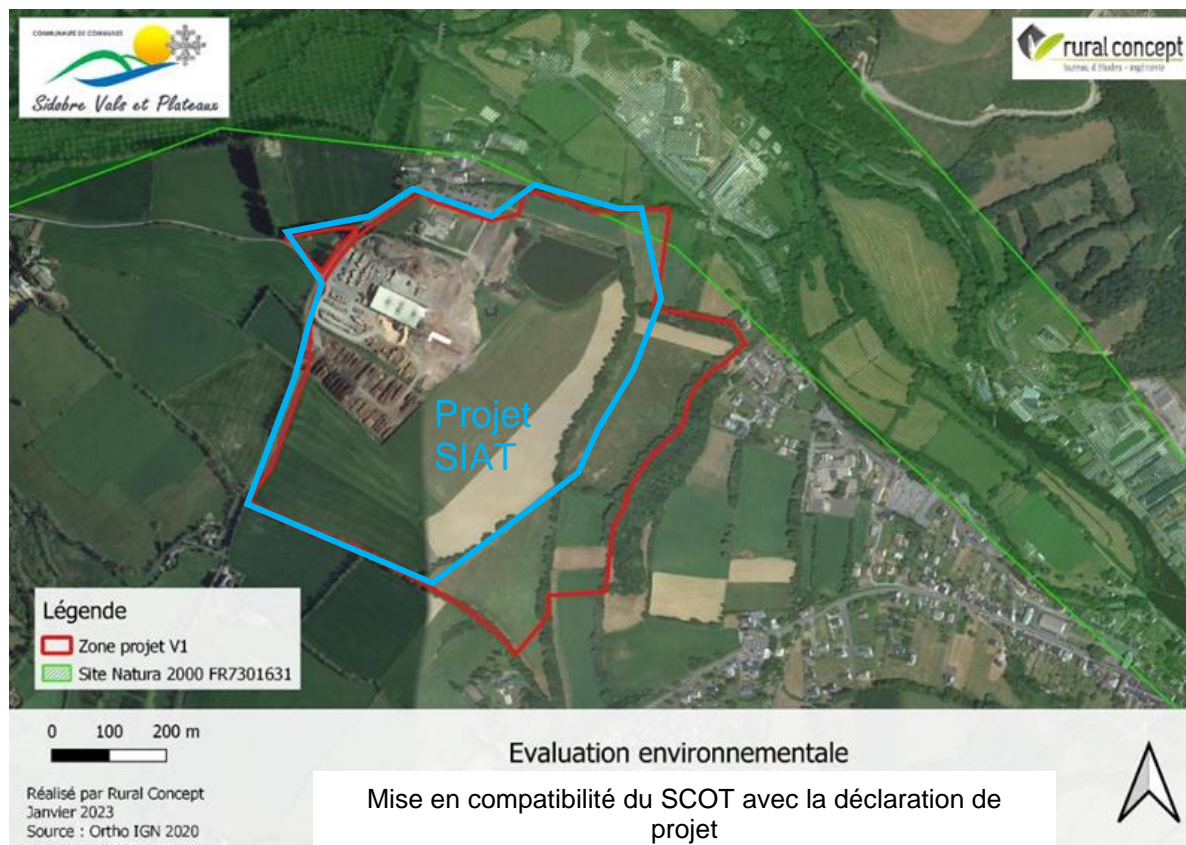
5. INCIDENCES NATURA 2000

La zone du projet jouxte la zone Natura 2000 « Vallées du Tarn, de l'Aveyron, du Viaur, de l'Agout et du Gijou » (FR7301631). La question des incidences de la future scierie sur ce site se pose.

La cartographie ci-dessous montre les différents zonages réglementaires présents de part et d'autre de la zone d'étude. La zone d'étude immédiate est à proximité directe avec le site Natura 2000, les potentielles options de canalisations du rejet des eaux traversent le site Natura 2000. Elles sont plus ou moins impactantes de par leur tracé.



L'extrait suivant précise le tracé de la zone Natura 2000 en rapport avec la zone d'étude.



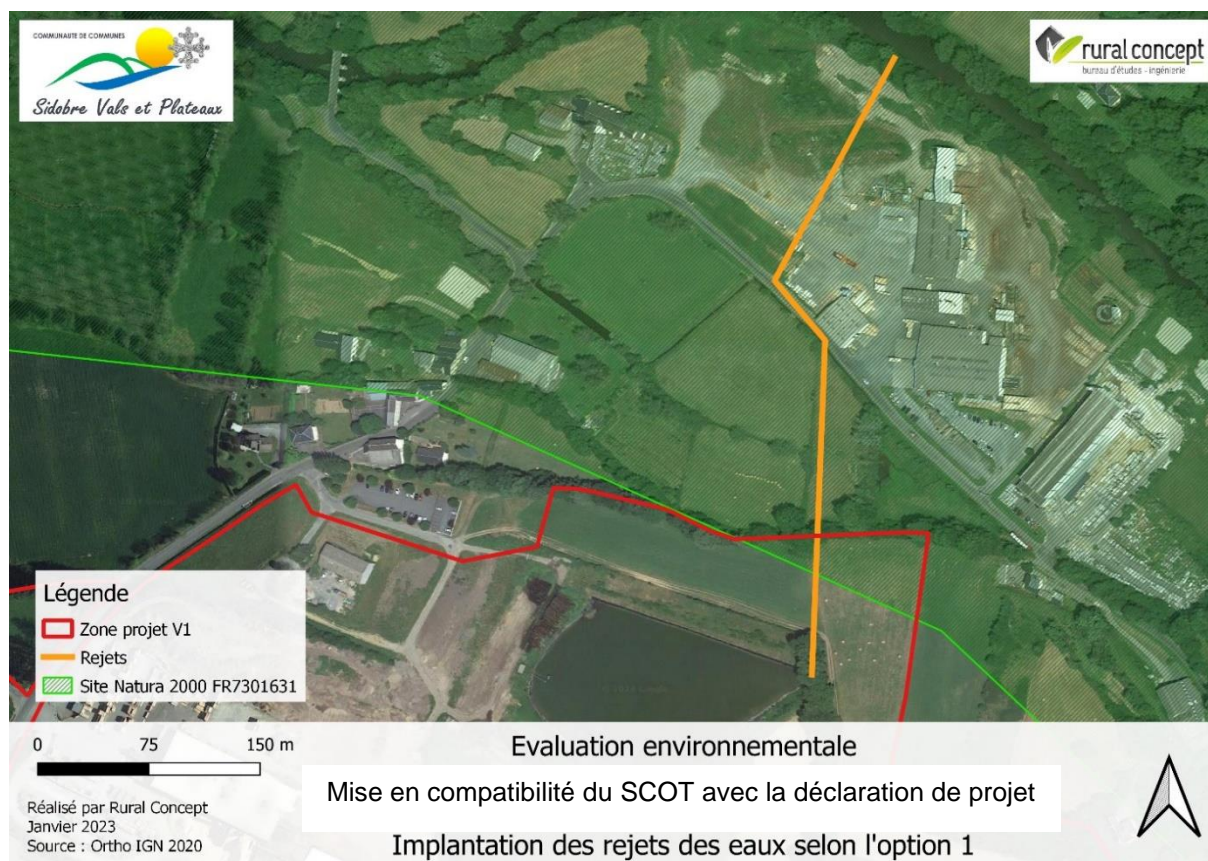
- **Rejet des eaux pluviales**

Afin d'évaluer les éventuelles incidences du projet sur les espèces et habitats d'intérêt communautaire. Les potentielles options d'implantation des canalisations de rejets figurent ci-après.

A l'heure actuelle les eaux pluviales du site sont canalisées et sont filtrées par un séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre le réseau collectif d'évacuation des eaux pluviales. Ainsi, les eaux pluviales issues de la scierie rejoignent un fossé (le long de la route en direct de Saint Agnan) qui se jette dans l'Agout.

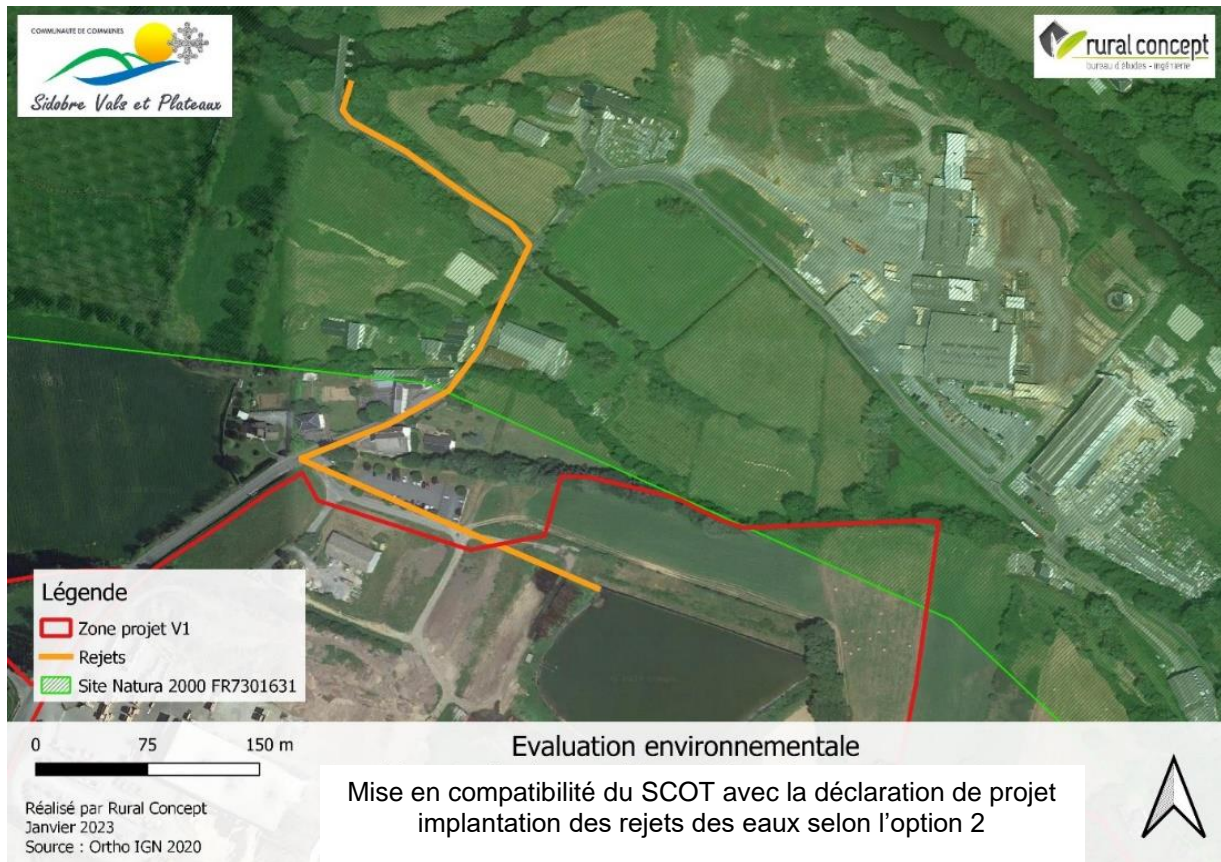
Le dimensionnement de ce réseau n'étant pas adapté pour la future scierie, le futur rejet des eaux pluviales est actuellement en réflexion par SIAT : un réseau propre au groupe SIAT va être créé, le tracé de cette conduite est en cours d'élaboration.

Option 1 :

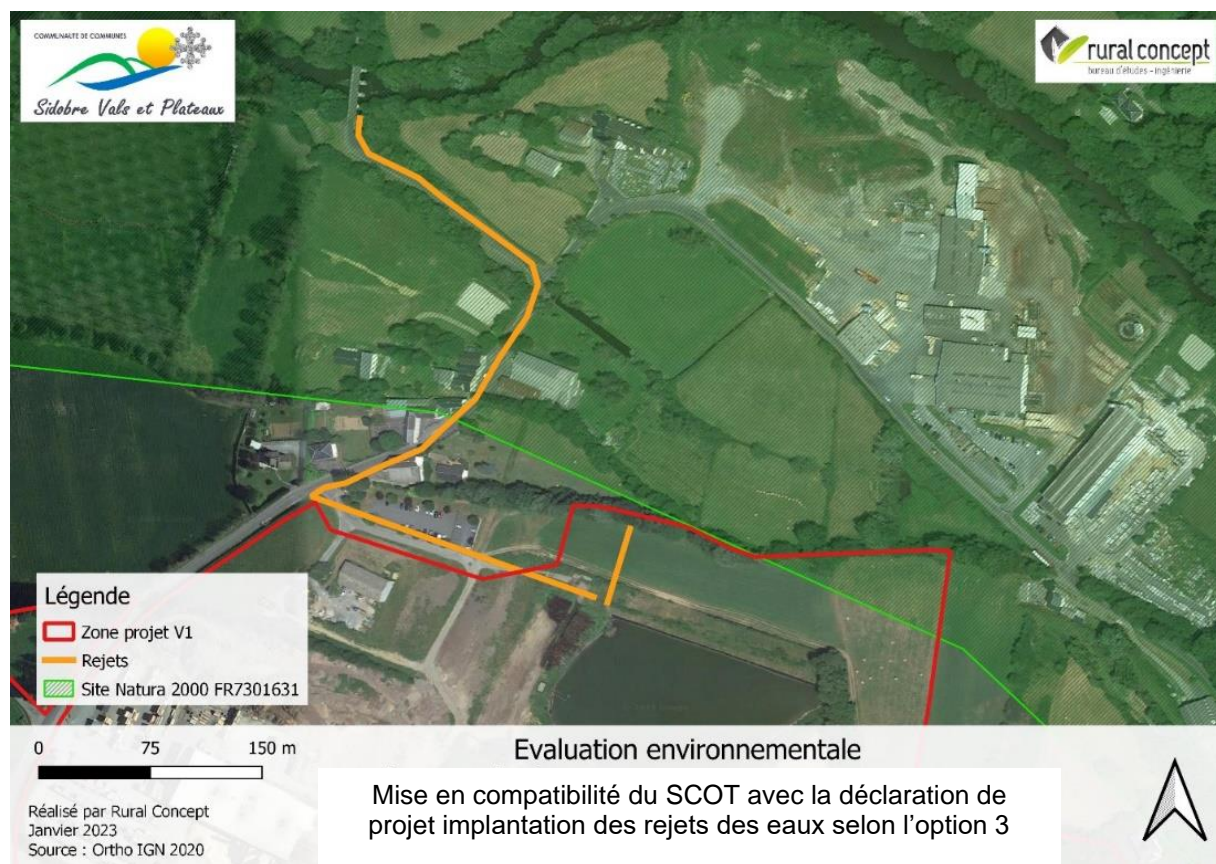


Cartographie 1 : Rejet eaux option 1

Cheminement d'une canalisation dans l'ancien chemin communal en limite de commune Brassac-Le Bez et réfection de celui-ci, cela entrainera une traversée de la zone Natura 2000 et un cheminement aérien au niveau du canal d'alimentation de la pisciculture.

Option 2 :**Cartographie 2 : Rejet eaux option 2**

Cette option réside sur l'utilisation du réseau pluvial de Saint-Agnan, elle permettrait d'éviter d'impacter le site Natura 2000 en utilisant le réseau existant. Cependant, le dimensionnement du réseau existant semble limitant. En cas de fortes pluies, il y a un risque d'inondations sur le hameau de Saint Agnan.

Option3 :**Cartographie 3 : Rejet eaux option 3**

Cette option tend à utiliser une part du réseau communal disponible et éviterait un impact sur le site Natura 2000. Cependant, plusieurs contraintes en découlent telles qu'une importante variabilité du canal d'alimentation de la pisciculture. Il est aussi remonté un questionnement sur la qualité des eaux de rejet acceptables par le milieu de la pisciculture. Au vu de la variabilité du niveau d'eau du canal de l'alimentation de la pisciculture, il y a un risque de débordements au niveau de la traversée de Saint Agnan.

L'étude d'incidence Natura 2000 complète concerne en grande partie l'option 1 de l'implantation des canalisations des rejets. C'est l'option qui est la plus impactante (au moment des travaux, pas en phase exploitation), les exemples, calculs et enjeux identifiés correspondent à cette variante.

- **Les mesures prises dans le projet de PLUi mis en compatibilité**

-Zonages et OAP :

Avant la mise en compatibilité, le site du projet comportait des zones UX, AUX, A, Atvb et N. Après la mise en compatibilité du PLUi et l'application des mesures (décrites en paragraphe 8), l'entièreté de la zone du projet est désormais UXa. Des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) détaillent les modalités et stratégies d'aménagement sur l'intégralité de ce secteur désormais destiné à l'industrie du bois. Elles assurent notamment la conservation des haies qui bordent le site. Auparavant les OAP concernaient seulement les parcelles C1255 et C1253, classées AUX (commune du Bez).

-Règlement écrit :

Le secteur UXa fait l'objet de réglementations détaillées dans le règlement écrit. Celles-ci concernent entre autres les modalités de volumétrie et d'implantation des bâtiments, les abords des constructions et la desserte des différents réseaux, dont la gestion des eaux pluviales, etc ... Ainsi, le règlement écrit stipule par exemple que « les haies monospécifiques sont interdites. Les essences locales doivent être majoritaires. » De plus, « les enrochements et les talus sont limités à 8 mètres de hauteur ». Les talus devront aussi être végétalisés. Pour ce qui est des eaux usées non traitées, leur évacuation « dans les rivières, fossés ou réseaux d'eaux pluviales est interdite. » En ce qui concerne les eaux pluviales, le règlement écrit indique : « Lorsque les eaux pluviales ne peuvent pas être infiltrées sur le terrain, les aménagements réalisés sur le terrain devront permettre l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collectif d'évacuation des eaux pluviales ou dans les fossés. »

- **Résultats**

Afin de prendre en compte l'ensemble des enjeux écologiques du site, un passage terrain sur la zone en site Natura 2000 potentiellement impactée par l'option 1 de rejet des eaux a été effectué le 21 juin 2023 par trois naturalistes de Rural Concept :

- Un botaniste, chargé d'effectuer les relevés flore et habitats.
- Deux « faunistes », chargé de réaliser les inventaires faune.

Tous les ensembles phytosociologiques et les espèces patrimoniales ou protégées ont été géolocalisés à l'aide d'un GPS de terrain. La végétation présente et identifiable à cette époque de l'année a été notée et les habitats naturels caractérisés. Les espèces animales contactées ont été recensées. Un effort de prospection a été produit afin de mettre en évidence la présence d'habitats ou d'espèces d'intérêt communautaire susceptibles d'être impactés par le projet.

Rural Concept a consulté l'animateur du site Natura 2000 afin de collecter les données historiques des habitats et espèces d'intérêt communautaire.

- Les habitats naturels

Différents habitats naturels et éléments paysagers ont été identifiés au sein de la zone d'étude lors des passages de terrain :

Le site d'étude est marqué par une activité humaine assez forte avec les bâtiments existants et les zones anthropisées autour mais aussi dans une autre mesure avec les terres agricoles qui témoignent d'une activité assez intensive avec des prairies artificielles (ou prairies temporaires) et des cultures. Nous relèverons un maillage bocager localement bien composé avec des belles haies stratifiées.

- Prairies artificielles
- Cultures
- Friches

- Haies

- **Incidences potentielles sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire**

Les prospections réalisées suite à l'étude d'impact réglementaire ont permis d'identifier deux habitats d'intérêt communautaire.

L'enjeu qui apparaît le plus important concernant la préservation du site Natura 2000 est le contrôle des effluents qui seront issus du fonctionnement de la scierie. En effet, un ruisseau appartenant à la zone Natura 2000 borde la zone d'étude, et peut potentiellement abriter des espèces à enjeu telle que la Moule perlière (*Margaritifera margaritifera*). Ainsi, il importe d'éviter au maximum tout impact sur cette zone. A ce jour, l'état d'avancement du projet quant à cette question-là ne permet pas de conclure avec certitude sur l'absence d'incidences car le tracé de conduite de rejet des eaux pluviales n'est pas encore définitif.

Nous pouvons conclure d'un impact faible à fort sur la portion de site concernée par l'implantation potentielle des canalisations.

L'implantation de la scierie sur la zone UXa en elle-même est peu susceptible d'engendrer des incidences à court ou long terme.

- **Incidences potentielles à court et long terme**

En phase « travaux », des vibrations, du bruit et des émissions de poussières sont à prévoir. Celles-ci seront encadrées dans l'étude d'impact pour limiter au maximum les incidences. Par exemple, la période et la durée des interventions seront définies afin de préserver les espèces et les déranger le moins possible.

A long terme, donc en phase « exploitation », la scierie en fonctionnement sera susceptible d'émettre des poussières et du bruit mais il semble peu probable que cela impacte les habitats et espèces d'intérêt communautaire. Cela sera quoi qu'il en soit encadré par la réglementation ICPE.

- **Mesures d'évitement et de réduction mises en œuvre**

Des mesures ont été prises pour limiter les impacts du projet sur l'environnement et sur le site Natura 2000 adjacent. Une bande tampon de 10m va notamment être respectée entre les abords de la scierie et le bras de l'Agout qui fait partie du site Natura 2000 et qui présente des enjeux. Dans le but de limiter les impacts du projet sur les espèces d'intérêt communautaire et/ou à enjeu fréquentant potentiellement le site, les haies comportant des habitats potentiels et pouvant servir de repère à ces espèces lors de leurs déplacements seront donc conservées. De plus, étant donné que les parcelles concernées ne font pas partie de la zone Natura 2000, des incidences ne sont pas à prévoir sur la zone en tant que telle.

- **Conclusion**

L'implantation de la scierie sur la zone UXa en elle-même est peu susceptible d'engendrer des incidences à court ou long terme.

L'enjeu principal est le rejet des eaux pluviales et nous pouvons affirmer que l'option d'implantation 1 traversant la zone Natura 2000 et les habitats d'intérêt communautaire induit un impact fort sur la zone uniquement en phase travaux. Les inventaires réalisés dans le cadre du Volet Naturel de l'étude d'Impact et le recueil des données historiques nous permettent d'arriver à cette conclusion.

	Habitat	Enjeu Flore/habitat	Surface initiale	Surface impactée	Niveau d'impact	
					Phase travaux	Phase d'exploitation
ZMI	Culture	Très faible	9,131 ha	7,479 ha	Négligeable	Négligeable
	Friche	Faible	3,361 ha	3,361 ha	Faible	Faible
	Prairie améliorée	Faible	5,942 ha	4,52 ha	Faible	Faible
	Prairie en friche	Faible	0,438 ha	0 ha	Négligeable	Négligeable
	Zone anthropisée	Négligeable	9,307 ha	/	Négligeable	Négligeable
	Zone rudérale	Très faible	0,996 ha	0,996 ha	Négligeable	Négligeable
	Haie arborée	Faible à modéré	1152 ml	1152 ml	Modéré	Modéré
	Haie de pionniers	Faible	478 ml	478 ml	Faible	Faible
Rejet des eaux	Mégaphorbiaie	Fort	869 m2	4,5 m2	Fort	Modéré
	Prairie de fauche	Fort	14432 m2	109 m2	Fort	Modéré
	Prairie humide atlantique	Fort	1727 m2	0 m	Négligeable	Négligeable
	Haie de pionniers	Faible	224 m	0 m	Négligeable	Négligeable
	Haie arborée	Faible à modéré	194 m	0 m	Très faible	Très faible

Concernant le rejet des eaux pluviales, l'impact du projet en phase d'exploitation est jugé modéré avec des surfaces impactées très réduite (115 m² sur un total de 17028 m² de zone humide et milieux associés). Des mesures ERC supplémentaires et très spécifiques seront également mises en œuvre dans le cadre du dossier de demande d'autorisation environnementale.

Concernant la Zone UXa, l'impact est modéré concernant les haies, mais des mesures de protection sont mises en place dans le règlement et les orientations d'aménagement et de programmation.

6. INCIDENCES RESULTANT DES RISQUES NATURELS

Inondation

Le projet n'est pas impacté par le risque d'inondation.

Mouvements de sol

Le projet est soumis au risque de retrait et gonflement des argiles. Le PPR prévoit des mesures constructives.

Feux de forêts

Le projet n'est pas soumis aux risques de feux de forêt.

Sismicité

Le projet n'est soumis à un risque sismique très faible

7. INCIDENCES RESULTANT DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Rupture de barrage

Le projet est soumis au risque de rupture de barrage (Raviège et Laouzas) sur sa partie basse (bassin de rétention en particulier).

Risque industriel

Le projet n'est pas concerné par d'autres sites industriels que le site actuel.

**Le Projet est soumis au régime des installations Classées pour la Protection de l'Environnement.
Les risques liés à l'activité seront détaillés dans le dossier d'étude d'impact du projet.**

-Nuisances sonores :

L'investissement dans les meilleures technologies disponibles, dans l'utilisation d'isolants phoniques, dans la construction, la réalisation d'études acoustiques, permettra d'atteindre des niveaux de performance élevés en matière de maîtrise des émissions sonores.

-Augmentation du trafic routier :

L'aménagement du carrefour au niveau de la RD 622 permettra une bonne desserte du site. La voie intercommunale bénéficiera d'aménagements au niveau des chemins utilisés par les randonneurs afin de sécuriser les différents usagers.

-Accidents de la route :

L'augmentation du trafic routier accentue les risques liés aux accidents de la route. Cependant le trafic est dilué sur un vaste territoire. Une partie du trafic est déjà existant sur la RD622, l'évolution principale concerne la voie intercommunale.

-Incidences liées au stockage du bois :

Les bacs de trempage ainsi que les produits de traitement sont sous rétentions intégrales, les colis traités sont égouttés sur les bacs puis stabilisés sous couvert avant mise en stock extérieur supprimant ainsi tout risque de ressuyage. L'augmentation des volumes transformés engendrera une augmentation des volumes de produits utilisés et un risque plus important sur la contamination de l'environnement et sur la santé humaine. Cependant l'investissement dans les meilleures technologies disponibles permettra d'atteindre la meilleure maîtrise des risques.

-Émission de polluants atmosphériques :

La combustion de biomasse, le séchage du bois et des sciures, l'augmentation du trafic routier peuvent générer des émissions dans l'atmosphère de polluants atmosphériques, de composés organiques volatiles (COV) et de gaz à effet de serre qui sont néfastes à la santé humaine. Dans le même temps, transformer localement ces bois permettra de réduire l'impact carbone des produits en limitant le transport de la matière première vers les sites de transformation lointains.

8. SOLUTIONS DE SUBSTITUTIONS ETUDIEES

LA DEMARCHE DU CHOIX DE L'IMPLANTATION DU PROJET

Le choix du site du Bez est motivé par sa position centrale des massifs exploités (principalement les Monts de Lacagne et la Montagne Noire).

Une autre alternative a été proposée au groupe SIAT dans la vallée du Thoré, mais le choix s'est porté sur le site industriel existant de Saint-Agnan de manière à réduire l'impact carbone et les coûts liés au transport de la matière première. Le projet d'implantation dans la vallée du Thoré couvrirait presque le double de la surface de celui du site de Saint-Agnan (60 ha contre 30 ha ici), d'autant plus que ce dernier est déjà constructible à 80% (24 ha sur 30 sont classés en zone UX et AUX dans le PLUi). Le prélèvement de surfaces agricoles est ainsi bien plus limité (6 ha). Par ailleurs, sur le site de Saint-Agnan, 12 ha font déjà l'objet d'une autorisation d'exploiter sur des activités similaires à celles du projet.

L'implantation du projet sur ce site revêt donc plusieurs intérêts :

- Maintien de l'activité historique de transformation du bois sur le secteur de Saint-Agnan ;
- Disponibilité foncière à proximité immédiate du site déjà en activité ;
- Implantation idéale vis-à-vis du massif forestier.

De plus, un dimensionnement minimal des installations est nécessaire pour implanter et utiliser les meilleures technologies disponibles :

- Scanner à rayons X couplé à une intelligence artificielle ;
- Sciage courbe
- Maitrise des nuisances et émissions : électrofiltre, multi cyclone et condensation de gaz de fumées sur la chaudière ; traitements acoustiques des bâtiments ; aspiration des poussières à la source.

Ce dimensionnement minimal implique une surface foncière d'environ 30 ha incompressibles. Il faut aussi noter que le groupe SIAT a réduit l'emprise de son projet initial d'extension à Saint-Agnan pour privilégier une meilleure insertion environnementale et paysagère (le projet initial allait au-delà de la ligne de crête le séparant du village de Brassac et empiétait sur la zone Natura 2000 au nord). Différents investissements importants (plusieurs millions d'euros) sont donc prévus afin de réduire la surface foncière nécessaire à la réalisation de ce projet (grues électriques et stockage sous portique sur le parc à grumes ; transtockeur).

Le projet du groupe SIAT s'est donc porté sur ce site industriel existant de manière à réduire les impacts environnementaux.

9. MESURES D'ÉVITEMENT

Des mesures ont été prises pour limiter les impacts du projet sur l'environnement et sur le site Natura 2000 adjacent. Elles sont définies et précisées ci-dessous.

Une bande tampon de 10m va notamment être respectée entre les abords de la scierie et le bras de l'Agout qui fait partie du site Natura 2000 et qui présente des enjeux.

Dans le but de limiter les impacts du projet sur les espèces d'intérêt communautaire et/ou à enjeu fréquentant potentiellement le site, les haies comportant des habitats potentiels et pouvant servir de repère à ces espèces lors de leurs déplacements seront donc conservées. De plus, étant donné que les parcelles concernées ne font pas partie de la zone Natura 2000, des incidences ne sont pas à prévoir sur la zone en tant que telle. Seule l'implantation des canalisations pour l'évacuation de l'eau est impactante.

Suite à des échanges avec le groupe SIAT, des modifications ont été apportées au périmètre d'étude initial pour éviter au maximum les impacts négatifs de l'aménagement de la zone et du fonctionnement de la scierie sur l'environnement :

- Les parcelles situées sur la commune de Brassac ont été retirées du projet (A81, A25 à A32) afin de préserver les parcelles considérées comme continuités écologiques.
- A Le Bez, la parcelle C660 est également retirée du projet car c'est une zone cœur de biodiversité qui joue un rôle important dans les possibilités de déplacement de la faune à l'échelle du territoire.
- Les haies à enjeux « modéré à fort » et « fort » seront préservées. Les impacts y seront ainsi considérablement limités. Ces haies qui revêtent les enjeux les plus importants, se retrouvent de plus en bordure de la nouvelle zone de projet ; leur conservation en sera donc facilitée.
- La haie résineuse de la parcelle C596 (commune de Le Bez) sera également préservée. L'éventuel impact sur la ZNIEFF sera donc évité.
- Afin de préserver l'habitat autour de l'Agout, qui fait partie du site Natura 2000 (« Vallées du Tarn, de l'Aveyron, du Vial, de l'Agout et du Gijou »), une bande tampon de 10 m sera mise en place de part et d'autre du ruisseau. Cela permettra de limiter les répercussions du fonctionnement de la scierie sur ces écosystèmes qui abritent une grande biodiversité.

Un nouveau périmètre pour la zone du projet a donc été défini.

Ces mesures d'évitement permettent de supprimer une partie des impacts potentiels directs sur les habitats à enjeux « modéré », « modéré à fort » et « fort ». Elles ne permettent cependant pas de s'exonérer des procédures règlements ICPE, potentiel dossier Loi sur l'Eau et Incidence Natura 2000, ni même de la mise en place de mesures de réduction en phase chantier, voire en phase exploitation (sécurisation du bassin de rétention et gestion des eaux pluviales au regard du ruisseau bordant le site Natura 2000 au Nord de la zone de projet).

Après validation de l'étude d'impact du projet, les mesures suivantes pourront être engagées (propositions non exhaustives pouvant évoluer en fonction des enjeux identifiés dans l'étude d'impact) :

E1 N2000 : Respect des emprises du projet et mise en défens des secteurs à enjeux écologiques	
Type de mesure	Evitement
Thématique abordée	Milieu naturel
Phase	Chantier
Objectif(s)	Eviter sur le terrain le risque d'impact en phase chantier sur les éléments d'intérêt écologique hors emprise d'implantation
Conditions de mise en œuvre :	

- Le plan de chantier et le cahier des charges destinés aux entreprises de BTP identifieront clairement les zones de travaux autorisées et les zones sensibles.
- Les opérations de dégagement d'emprises (débroussaillage) seront limitées aux zones strictement nécessaires aux travaux.
- Sur site, une signalisation complétera l'information du personnel chargé du chantier au niveau de certains secteurs.

Modalités de suivis envisageables :

- Suivi du chantier par un écologue
- Suivi faune-flore après travaux

E2 N2000 : Prévention des risques de pollution

Type de mesure	Evitement
Thématique abordée	Milieu naturel, Milieu physique
Phase	Chantier
Objectif(s)	Éviter toute pollution dommageable aux sols, eaux et milieux naturels durant le chantier
Conditions de mise en œuvre :	
<p>Les mesures détaillées ci-dessous figureront dans le cahier des charges à destination des entreprises réalisant les travaux, suite à l'étude d'impact complète et lancement du projet.</p> <p>Huiles, graisses et hydrocarbures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les véhicules et engins de chantier devront justifier d'un contrôle technique récent et être bien entretenus (étanchéité des réservoirs et circuits de carburants, lubrifiants et fluides hydrauliques) ; - La base-vie du chantier devra être installée loin des zones écologiquement sensibles, au niveau de zones non inondables ; - Les engins de chantier devront stationner loin des zones écologiquement sensibles, au niveau de zones non inondables (ou non facilement inondables). Les vidanges, nettoyages, entretiens et ravitaillements des engins seront réalisés sur des emplacements spécialement aménagés à cet effet et imperméabilisés, à l'écart de la zone de travaux. Les produits de vidanges seront recueillis/évacués en fûts fermés vers des décharges agréées ; - Interdiction de tout entretien ou réparation mécanique en dehors des aires spécifiquement dédiées ; - Les substances non naturelles ne devront être pas rejetées dans le milieu naturel et devront être retraitées par des filières appropriées. Les terres souillées seront aussi évacuées/retraitées. <p>Des produits absorbants devront être disponibles sur le chantier afin de pouvoir intervenir immédiatement en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures ou d'huiles de moteur dans les cours d'eau.</p> <p>Eaux sanitaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Si les aires de chantier ne sont pas reliées au réseau de collecte des eaux usées, elles devront être équipées de sanitaires (douches, WC) autonomes munies de cuves de stockage des effluents. Ces cuves devront être régulièrement vidangées par une société gestionnaire. <p>Déchets de chantier :</p> <p>Les déchets de chantier devront être gérés et traités par les entreprises attributaires des travaux dans le respect de la réglementation en vigueur à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Loi n°75-633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ; - Loi n°92-646 du 13 juillet 1992 modifiée, complétant et modifiant la précédente ; - Arrêté du 18 février 1994 modifiant celui du 18 décembre 1992 et fixant les seuils d'admission des déchets spéciaux en Centre d'Enfouissement Technique (CET) de classe 1 ainsi que ceux à partir desquels ces déchets doivent être stabilisés. <p>Les entreprises devront ainsi s'engager à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser la collecte et le tri des déchets et emballages, en fonction de leur nature et de leur toxicité ; 	

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">- Conditionner hermétiquement ces déchets ;- Définir une aire provisoire de stockage quotidien des déchets générés par le chantier en vue de faciliter leur enlèvement ultérieur selon les filières appropriées ;- Prendre les dispositions nécessaires contre l'envol des déchets et emballages. |
|---|

Modalités de suivis envisageables :
--

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">- Encadrement du chantier par le maître d'ouvrage |
|---|

10. MESURES DE REDUCTION ET DE COMPENSATION

Dans l'ensemble, le projet d'agrandissement de la scierie du groupe SIAT présente des enjeux écologiques faibles à modérés. Deux éléments doivent cependant retenir l'attention :

- Les haies :
 - o la haie séparant Le Bez et Brassac, qui revêt de forts enjeux écologiques.
 - o la bordure Sud de la zone d'étude.
- La zone humide/cours d'eau au nord.

La construction de la nouvelle scierie se fera en grande partie sur des zones déjà anthropisées ou sur des parcelles agricoles (cultures ou prairies) présentant peu de diversité et d'enjeux. Il y a tout de même des précautions à prendre concernant son implantation. Il faudra notamment bien dimensionner le bassin de rétention associé à la scierie de manière à ce qu'il fonctionne de façon optimale et faire en sorte qu'il impacte le moins possible le cours d'eau (un bras de l'Agout) et la zone humide situés en contrebas. Nous préconisons d'ailleurs à ce sujet le maintien d'une bande tampon minimale entre le bassin de rétention et le cours d'eau. De plus, les prairies permanentes sur la commune de Brassac ont un certain intérêt, en lien avec les espèces qu'elles peuvent accueillir et les rôles qu'elles peuvent jouer pour la faune (alimentation, abri). Dans la mesure du possible, leur préservation complète ou partielle serait donc bénéfique à la biodiversité.

La parcelle C660, qui constitue une zone cœur de biodiversité identifiée au SCOT et au PLUi et qui est entourée de haies à enjeux, présente pour ces deux raisons un enjeu modéré. De plus, son inclinaison est différente des parcelles situées à Le Bez, et son engagement dans l'implantation de la nouvelle scierie impliquerait donc une réflexion quant au devenir des écoulements issus de son fonctionnement. Cette parcelle est retirée du projet ce qui réduit les incidences potentielles.

Sur la zone d'étude, les haies sont les éléments où les plus gros enjeux résident. Celles qui sont situées le long de la bordure du site d'étude risquent peu d'être impactées par le projet, et représentent un enjeu modéré à fort. Leur conservation est tout à fait envisageable étant donné leur localisation. En outre, la haie séparant Le Bez et Brassac, qui traverse la zone d'étude du Nord au Sud, représente un enjeu très important, tant sur le plan environnemental qu'humain. Au niveau écologique, elle possède une palette d'habitats et de micro-habitats pouvant accueillir une biodiversité très riche et variée, qu'elle soit animale ou végétale. Les micro-habitats formés par les cavités, concavités, branches mortes, chancres, etc., sont idéaux pour accueillir des insectes saproxylophages ou des chiroptères, espèces souvent protégées et/ou à enjeu fort. Au niveau humain, elle constitue le seul obstacle qui isolera visuellement la scierie des habitations de Brassac. Préserver cette haie, et limiter l'emprise de la scierie à la commune de Le Bez, ne peut donc être que bénéfique pour l'acceptation de la scierie par les habitants de Brassac et sa bonne insertion sur le territoire. Pour éviter les impacts du projet, il faudrait donc éviter le plus possible la construction à ce niveau-là pour préserver cette haie d'intérêt majeur, car les enjeux y sont concentrés.

Dans le cas où il existe effectivement un enjeu environnemental certain sur cette zone (présence d'espèces ou d'habitats protégés sur la zone), et que le projet ne peut pas être décalé, et seulement dans ce cas-là, il pourra éventuellement être envisagé de mettre en place une mesure de compensation concernant le milieu ou l'espèce concerné, avec demande d'autorisation de destruction d'espèce protégée (dossier CNPN).

Le projet est soumis à l'application de la Loi sur l'eau (dossier de Déclaration ou d'Autorisation). De la même manière, une scierie est une installation soumise à la réglementation ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement). Elle dépend de réglementations spécifiques car elle peut avoir des impacts (pollution de l'eau, de l'air, des sols...) sur l'environnement et présenter des dangers (incendie...).

La zone Natura 2000 « Vallées du Tarn, de l'Aveyron, du Viaur, de l'Agout et du Gijou » empiète sur une petite partie au Nord-Est de la zone d'étude, sur les parcelles A81 et C632. Le maintien d'une bande tampon végétalisée entre le site de la scierie et le premier ruisseau au nord permettrait, en cas d'incident (pollution accidentelle par exemple) de limiter voire retarder son impact sur le site Natura 2000.

De même, la bordure de la parcelle C496, à l'Ouest de la zone d'étude, fait partie de la ZNIEFF de type 2 « Vallée de l'Agout de Brassac à Burlats et vallée du Gijou ». Préserver la haie qui longe cette parcelle, bien qu'elle soit de moindre intérêt écologique (résineux) paraît donc judicieux : les ZNIEFF témoignent d'une grande diversité biologique, le maintien de la haie « isolerait » la scierie de la ZNIEFF tant d'un point de vue écologique que paysager.

Les constructions/terrassements auront un impact certain en phase de chantier. Il faudra notamment prendre en compte le bruit et la poussière générés par de tel travaux, mais également anticiper le déroulement pour éviter les différents rejets potentiellement polluants dans les milieux naturels ou impactant la biodiversité. Il faudra aussi veiller à ne pas abimer les arbres des haies, notamment lors de passages éventuels d'engins de chantiers. De manière générale, il serait judicieux de commencer les travaux à la période de moindre impact pour la majorité des espèces, soit entre septembre et novembre, afin d'éviter les destructions et le dérangement lors de la reproduction (printemps) et l'hibernation (fin d'automne-hiver).

Pour conclure, les principaux points à prendre en compte pour l'élaboration de ce projet sont :

- **La préservation des linéaires de haies, et plus particulièrement celle située entre Le Bez et Brassac, et celle le long de la parcelle C660 ;**
- **L'anticipation des impacts potentiels sur les cours d'eau au nord du site, situés en zone Natura 2000 ;**
- **L'impact de la phase de construction des infrastructures ;**
- **Et la conformité de la scierie vis-à-vis des normes environnementales et sanitaires.**

En cas de choix d'un cheminement du rejet des eaux impliquant des impacts, différentes mesures seront mises en œuvre en accord avec les services de l'état afin de les réduire ou les compenser.

Après validation de l'étude d'impact du projet, les mesures suivantes pourront être engagées (propositions non exhaustives pouvant évoluer en fonction des enjeux identifiés dans l'étude d'impact) :

R1 N2000 : Adaptation du calendrier des travaux en fonction de la phénologie des espèces	
Type de mesure	Réduction
Thématique abordée	Milieu naturel (faune)
Phase	Chantier
Objectif(s)	Réduire le risque de destruction d'individus et limiter les effets du dérangement pour la faune
Conditions de mise en œuvre :	

Les périodes de sensibilité identifiées sur le site sont les suivantes :

	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Avifaune			Reproduction									
Mammifères (Loutre ...)					Mise bas et élevage des jeunes							
Reptiles	Hibernation				Reproduction							
Insectes				Phase imago et ponte								

En conséquence, le calendrier de travaux respectera les périodes préconisées ci-après :

Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
								Début des travaux			
		Poursuite éventuelle des travaux (sans interruption pour éviter l'installation de la faune en cours de chantier).									

Par ailleurs, l'ensemble des travaux sera réalisé exclusivement en journée.

Modalités de suivis envisageables :

- Encadrement du chantier par le maître d'ouvrage

R2 N2000 : Réduction de l'impact sur les HIC	
Type de mesure	Réduction
Thématique abordée	Habitats (HIC) – mégaphorbiaies et prairies de fauche
Phase	Chantier
Objectif(s)	Réduire l'impact des travaux sur les mégaphorbiaies et les prairies de fauche
Conditions de mise en œuvre :	
<p>Lorsqu'on regarde les enjeux du site, la mégaphorbiaie et les prairies de fauche seront impactées. Cet impact n'est cependant pas irréversible puisqu'à la fin des travaux les végétations pourront se reformer. Afin de favoriser la cicatrisation du milieu il est proposé :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Conservation du substrat de surface et remise en état dès le rebouchage de la tranchée (afin de conserver la banque de graines) ○ Utilisation d'un engin à faible empattement et d'une bâche de protection du sol afin de ne pas déstructurer le substrat ○ Réalisation des travaux hors période de floraison 	
Modalités de suivis envisageables :	
- Encadrement du chantier par le maître d'ouvrage et indications initiales par un écologue	

C1 N2000 : Création et restauration d'habitats favorables pour l'Agrion de Mercure	
Type de mesure	Compensation
Thématique abordée	Milieu naturel (Faune EIC)
Phase	Chantier, Exploitation
Objectif(s)	Maintenir le bon état de la population d'Agrion de Mercure
Conditions de mise en œuvre :	
<p>L'Agrion de mercure (<i>Coenagrion mercuriale</i>) fait face à des enjeux liés à la perte d'habitat due à l'urbanisation, à l'agriculture intensive et aux changements climatiques. La fragmentation des zones humides, essentielles pour sa reproduction, ainsi que la pollution de l'eau, compromettent sa survie. La conservation de cette espèce nécessite préservation des corridors écologiques. Sur le site d'étude la création de réseau pourrait impacter directement les populations et son habitat (fragmentation du milieu, perte de qualité de l'eau et anthropisation du milieu).</p> <p>Pour ce fait, nous proposons de pérenniser la prise d'eau du ruisseau dans l'Agout accompagné par l'aménagement/restauration d'environ de plusieurs dizaines de mètres linéaires sur le petit ruisseau à proximité directe de la zone humide impactée. Cet aménagement s'apparentera à une réouverture du milieu, la portion choisie sera une portion du cours d'eau très fermée à proximité de milieux humide et des populations actuelles.</p> <p>Afin de garantir un milieu favorable à l'agrion, seront réalisés les travaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Réalisation d'une prise d'eau sure dans le bras de l'Agout (petite prise d'eau maçonnée ou bâtie avec des pierres). A ce jour l'eau s'écoule à cause d'une fuite dans une facine ○ Coupe et entretien de la végétation sur le petit ruisseau (saules, arbustes...) ○ Maintien de la nature du lit du cours d'eau (granulométrie type vase, sables fin...) 	

Mesure C2 Natura 2000 - Etude d'incidence Natura 2000- Commune du Bez (81)

**Modalités de suivis envisageables :**

- Suivi bisannuel de l'efficacité de la mesure :
- Etat des populations, évaluation de l'état de conservation de l'espèce
- Définition de la qualité du milieu (potentialités d'accueil...)